

## TRADUCTION

## AUTORITE FLAMANDE

Environnement, Nature et Energie

[C – 2014/35678]

**12 MAI 2014. — Arrêté ministériel fixant le deuxième plan d'exécution de projet du projet d'aménagement de la nature « Dijlevallei » au sud de Louvain**

La Ministre flamande de L'Environnement, de la Nature et de la Culture,

Vu le décret du 21 octobre 1997 concernant la conservation de la nature et le milieu naturel, notamment l'article 47, modifié par les décrets des 19 juillet 2002 et 30 avril 2004 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 juillet 1998 fixant les modalités d'exécution du décret du 21 octobre 1997 concernant la conservation de la nature et le milieu naturel, notamment l'article 34, § 3, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 2 février 2007 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 2009 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2000 instituant le projet d'aménagement de la nature « Dijlevallei » au sud de Louvain, modifié par les arrêtés ministériels des 21 janvier 2004 et 17 septembre 2007 ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 juillet 2004 fixant les dispositions et les modalités portant exécution du projet d'aménagement naturel « Dijlevallei » au sud de Louvain ;

Vu le deuxième plan d'exécution de projet tel qu'établi par le comité de projet de l'aménagement de la nature ;

Vu les objections et remarques introduites lors de l'enquête publique du 16 septembre 2013 au 15 octobre 2013 ;

Vu l'avis de la commission de projet de l'aménagement de la nature, donné le 6 novembre 2013 ;

Vu le deuxième plan d'exécution de projet tel que fixé par le comité de projet de l'aménagement de la nature au 7 novembre 2013 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 mars 2014 ;

Considérant que le deuxième plan d'exécution de projet est une élaboration des dispositions et des modalités portant exécution du projet d'aménagement naturel « Dijlevallei » au sud de Louvain, telles que fixées par l'arrêté ministériel précité du 15 juillet 2004 ;

Considérant que, conformément au décret du 18 juillet 2003 relatif à la politique intégrée de l'eau, le plan d'exécution de projet doit être confronté aux dispositions pertinentes du présent décret ;

Considérant que la note « Watertoets Natuurinrichtingsproject Dijlevallei – Projectuitvoeringsplan fase 2, vernatting komgrond Vijvers van Oud-Heverlee », jointe au présent plan d'exécution de projet comme annexe 2, comprend une description et évaluation de l'impact sur le système hydrologique et une confrontation aux objectifs et principes pertinents, visés aux articles 5, 6 et 7 du décret du 18 juillet 2003 relatif à la politique intégrée de l'eau et dont il ressort que le présent plan est compatible avec le système hydrologique et avec les objectifs et principes pertinents du décret précité du 18 juillet 2003,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le deuxième plan d'exécution de projet du projet d'aménagement de la nature « Dijlevallei » au sud de Louvain, repris dans l'annexe qui est jointe au présent arrêté, est fixé conformément à l'article 34, § 3, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 juillet 1998 fixant les modalités d'exécution du décret du 21 octobre 1997 concernant la conservation de la nature et le milieu naturel.

Le plan d'exécution de projet du projet d'aménagement de la nature « Dijlevallei » au sud de Louvain est compatible avec le système hydrologique et avec les objectifs et principes pertinents, visés aux articles 5, 6 et 7, du décret précité du 18 juillet 2003 relatif à la politique intégrée de l'eau.

**Art. 2.** Le plan d'exécution de projet fixé peut être consulté pendant la durée du projet d'aménagement de la nature au siège administratif du comité de projet de l'aménagement de la nature : VLM Regio Oost, vestiging Leuven, Dirk Boutsgebouw, Diestsepoort 6 bus 74, 3000 Leuven.

Bruxelles, le 12 mai 2014.

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de la Culture,  
J. SCHAUVLIEGE

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29370]

**11 AVRIL 2014. — Décret portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Enseignement supérieur non universitaire**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>.** — Dispositions modifiant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2, chapitre E', § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement par

correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, tel que modifié, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 1 est remplacé par la disposition suivante :

« 1. Assistant 415

a) les titulaires de la fonction d'assistant désignés ou engagés à titre temporaire bénéficiant d'une rémunération toujours égale au montant de l'échelon minimum de l'échelle de traitement;

b) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011, les titulaires de la fonction d'assistant nommés ou engagés à titre définitif bénéficiant d'une rémunération dont le montant ne peut dépasser, à cette date, l'échelon de l'échelle de traitement correspondant à 9 années d'ancienneté barémique. »;

2° un point 1bis est ajouté :

« 1bis. Chargé d'enseignement 415

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011, les titulaires de la fonction de chargé d'enseignement bénéficiant d'une rémunération dont le montant ne peut dépasser, à cette date l'échelon de l'échelle de traitement correspondant à 6 années d'ancienneté barémique. ».

**CHAPITRE II. — Dispositions modifiant le décret du 5 août 1995  
fixant l'organisation générale de l'Enseignement supérieur en Hautes Ecoles**

**Art. 2.** A l'article 1<sup>er</sup>, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'Enseignement supérieur en Hautes Ecoles, est ajouté un point 28° rédigé comme suit :

« 28° organes de concertation locale : le Conseil d'entreprise, la Commission paritaire locale (COPALOC), le Comité de concertation de base (COCOBA). ».

**Art. 3.** A l'article 63, § 1<sup>er</sup>, du même décret, est ajouté un 14°, libellé comme suit :

« 14° l'avis des organes de concertation locale. ».

**Art. 4.** A l'article 65, alinéa 3, du même décret, les mots « et l'affectation des ressources humaines » sont supprimés.

**Art. 5.** A l'article 66 du même décret, le 3° est remplacé par la disposition suivante, libellée comme suit :

« 3° de quatre membres du personnel de la Haute Ecole, nommés à titre définitif ou désignés à titre temporaire à durée indéterminée ayant au moins six années d'ancienneté, représentant les organisations syndicales qui siègent au sein du comité de secteur IX proportionnellement à leur importance dans la Haute Ecole, chaque organisation disposant d'au moins un mandat, et présentés au Gouvernement par les organisations syndicales concernées; ».

**Art. 6.** A l'article 67 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'application de l'alinéa précédent, seuls sont pris en considération les membres du personnel qui prennent au minimum un dixième d'un horaire complet au sein de la Haute Ecole à la date de clôture des listes électorales. Est considéré comme membre du personnel tout membre du personnel statutaire ou toute personne qui dispose d'un lien contractuel avec la Haute Ecole durant chacune des trois années précédant la date de clôture des listes électorales. Un membre du personnel n'a droit qu'à une voix. »;

2° l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Le mandat du Directeur-Président est d'une durée de cinq ans renouvelable et est incompatible avec le mandat de Directeur de catégorie.

Le Gouvernement peut déroger à l'incompatibilité visée à l'alinéa précédent sur demande motivée des autorités académiques de la Haute Ecole. La demande doit contenir l'avis des organes de concertation locale. ».

**Art. 7.** Il est inséré un article 69bis au même décret rédigé comme suit :

« Pour les Hautes Ecoles subventionnées par la Communauté française, le Gouvernement arrête les modalités de fonctionnement et d'élection du Collège de direction et du Conseil de catégorie. ».

**Art. 8.** L'article 68bis du même décret est remplacé par la disposition suivante :

**Art. 68bis.** Lorsque la situation financière de la Haute Ecole organisée par la Communauté française ou le respect des lois, décrets et règlements le requièrent, le ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses compétences ou, le cas échéant, le délégué désigné par le Gouvernement à cette fin, peut requérir l'organe de gestion concerné de délibérer dans le délai qu'il fixe sur toute question qu'il détermine.

Lorsqu'à l'expiration du délai, l'organe de gestion n'a pas pris de décision ou lorsque le ministre ou le délégué désigné par le Gouvernement ne se rallie pas à la décision prise par cet organe, le ministre ou le délégué désigné par le Gouvernement peut prendre la décision en lieu et place de l'organe de gestion. ».

**Art. 9.** Dans le même décret, un article 68ter est ajouté :

« Art. 68ter. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 68, lorsque la situation financière de la Haute Ecole organisée par la Communauté française ou le respect des lois, décrets et règlements le requièrent, le ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses compétences ou, le cas échéant, le délégué désigné par le Gouvernement à cette fin, peut désigner un administrateur provisoire et/ou un comité d'accompagnement.

L'administrateur provisoire et le comité d'accompagnement exercent leurs missions sans préjudice de celles du Commissaire du Gouvernement. Leurs missions sont complémentaires.

§ 2. L'administrateur provisoire n'est pas membre du personnel de la Haute Ecole et n'a pas d'intérêt fonctionnel ou personnel dans la gestion de celle-ci.

Il est désigné pour une période d'un an maximum. Le ministre ou le délégué désigné par le Gouvernement, peut mettre fin à sa mission à tout moment.

Dans les limites fixées par le ministre ou le délégué désigné par le Gouvernement, l'administrateur provisoire se substitue aux organes de gestion de la Haute Ecole, au Directeur-Président et/ou aux Directeurs de catégorie et devient l'ordonnateur-délégué.

Une fois par mois, l'administrateur provisoire fait rapport au conseil d'administration des mesures qu'il compte prendre dans le cadre de sa mission.

§ 3. Le comité d'accompagnement est un organe collégial composé d'au moins deux personnes qui ne sont pas membres du personnel de la Haute Ecole et n'ont pas d'intérêt fonctionnel ou personnel dans la gestion de celle-ci. Il est désigné pour une période d'un an maximum. Le ministre ou le délégué désigné par le Gouvernement, peut mettre fin à sa mission à tout moment.

Le comité d'accompagnement peut se voir confier les tâches suivantes :

1° une mission de conseil et de soutien administratif et organisationnel aux organes de gestion de la Haute Ecole, au Directeur-Président et/ou aux Directeurs de catégories;

2° une mission de tutelle sur tout ou partie des missions des organes de gestion de la Haute Ecole, du Directeur-Président et/ou des Directeurs de catégories;

3° une mission d'information du ministre ou du délégué désigné par le Gouvernement sur tout ou partie de la gestion et du fonctionnement de la Haute Ecole, ainsi que sur l'état de son patrimoine;

4° une mission d'enquête administrative.

Dans l'hypothèse visée au 2°, dans les limites et conditions fixées par le ministre ou le délégué désigné par le Gouvernement, les organes de gestion, le Directeur-Président et/ou les Directeurs de catégorie soumettent leurs décisions au visa préalable du comité d'accompagnement.

§ 4. Pendant la durée de leur mission, l'administrateur provisoire et le comité d'accompagnement rendent compte du déroulement de leur mission au ministre ou au délégué désigné par le Gouvernement.

Au terme de leur mission, l'administrateur provisoire et le comité d'accompagnement adressent un rapport écrit sur le déroulement de leur mission et la situation financière de la Haute Ecole au ministre ou au délégué désigné par le Gouvernement.

§ 5. Dans le cadre de l'exercice de leur mission, l'administrateur provisoire et le comité d'accompagnement ont accès à tout document, quel qu'en soit le support, relatif à la gestion et au fonctionnement de la Haute Ecole, de ses catégories et de son patrimoine.

Les membres des organes de gestion, le Directeur-Président, les Directeurs de catégorie et les membres du personnel de la Haute Ecole collaborent avec le comité d'accompagnement et l'administrateur provisoire.

Dans le cadre de l'exercice de la mission visée au paragraphe 3, 4°, le comité d'accompagnement procède à des auditions dans le respect du principe du contradictoire et dresse des procès-verbaux. Le comité d'accompagnement informe les membres des organes de gestion, le Directeur-Président, les Directeurs de catégorie et les membres du personnel de la Haute Ecole entendus dans ce cadre qu'ils ne sont pas tenus de collaborer s'ils sont susceptibles d'être mis en cause.

§ 6. L'administrateur provisoire jouit du statut pécuniaire du directeur de l'enseignement supérieur de type long en fonction avant le 1<sup>er</sup> septembre 1996 ou de directeur-président.

§ 7. Le Parlement de la Communauté française est informé de la désignation d'un administrateur provisoire et/ou du comité d'accompagnement visé au § 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 10.** Dans l'article 69 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 5, les mots « et l'affectation des ressources humaines » sont supprimés;

2° l'alinéa 7 est remplacé par la disposition suivante, libellé comme suit :

« Au sein de l'organe de gestion, une représentation des membres du personnel est assurée à concurrence d'au moins un quart.

Un candidat ne peut être écarté du fait de son statut de délégué syndical. ».

**Art. 11.** A l'article 70 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Le mandat de Directeur-Président est d'une durée de cinq ans renouvelable et est incompatible avec le mandat de directeur de catégorie.

Le Gouvernement peut déroger à l'incompatibilité visée à l'alinéa précédent sur demande motivée du pouvoir organisateur. La demande doit contenir l'avis des organes de concertation locale de la Haute Ecole. »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'application de l'alinéa précédent, seuls sont pris en considération les membres du personnel qui prennent au minimum un dixième d'un horaire complet au sein de la Haute Ecole à la date de clôture des listes électorales. Est considéré comme membre du personnel tout membre du personnel statutaire ou toute personne qui dispose d'un lien contractuel avec la Haute Ecole durant chacune des trois années précédant la date de clôture des listes électorales. Un membre du personnel n'a droit qu'à une voix. ».

**Art. 12.** A l'article 71 du même décret, l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'application des alinéas 1<sup>er</sup> et 2, seuls sont pris en considération les membres du personnel qui prennent au minimum un dixième d'un horaire complet de la catégorie concernée au sein de la Haute Ecole à la date de clôture des listes électorales. Est considéré comme membre du personnel tout membre du personnel statutaire ou toute personne qui dispose d'un lien contractuel avec la Haute Ecole durant chacune des trois années précédant la date de clôture des listes électorales. Un membre du personnel n'a droit qu'à une voix. ».

**CHAPITRE III. — Dispositions modifiant le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française**

**Art. 13.** A l'article 2 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est ajouté un point 13. rédigé comme suit :

« 13. Organes de concertation locale : le Conseil d'entreprise, la Commission paritaire locale (COPALOC), le Comité de concertation de base (COCOBA). ».

**Art. 14.** L'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même décret est complété par les termes suivants :

« la gestion pédagogique des relations internationales; l'aide à la réussite; la recherche scientifique appliquée; la gestion de la qualité; la participations aux organes de décision et de consultation mis en place; l'accompagnement au Certificat d'Aptitude Pédagogique Approprié à l'Enseignement Supérieur (CAPAES); l'encadrement des étudiants en entreprise dans le cadre de l'enseignement supérieur en alternance; la participation aux activités de formation continuée; l'accompagnement de la Valorisation des Acquis de l'Expérience (VAE), les technologies de l'information et de la communication (TIC). ».

**Art. 15.** Dans l'article 7, § 1<sup>er</sup>, du même décret, entre l'alinéa 3 et l'alinéa 4, est inséré un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Chaque année, en septembre puis en janvier, la répartition équitable des charges entre les membres du personnel, est discutée au sein de l'organe de concertation locale. Cet avis est transmis à l'organe de gestion. ».

**Art. 16.** Dans l'article 12 du même décret, un nouveau paragraphe est ajouté, libellé comme suit :

« § 4. Chaque année, au 30 septembre et au 15 janvier, les autorités académiques établissent un classement des membres du personnel, le transmettent aux organes de concertation locale et le communiquent aux membres du personnel soit par affichage soit par valves électroniques.

Ce classement est établi sur base de l'ancienneté de service dans la fonction et le cours à conférer au sens des articles 38, 141 ou 223 du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Le membre du personnel dispose d'un délai de cinq jours à compter de la publication du classement pour introduire un recours contre celui-ci par lettre recommandée auprès des autorités académiques de la Haute Ecole. Ces dernières prennent une décision motivée qui est notifiée dans les trois jours ouvrables suivant l'introduction du recours. ».

#### *CHAPITRE IV. — Dispositions modifiant le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

**Art. 17.** L'article 35 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Article 35. Le Gouvernement nomme cinq commissaires aux Hautes Ecoles après appel public aux candidatures.

Le Gouvernement lance l'appel aux candidatures par la voie d'une publication dans deux quotidiens francophones.

Cet appel aux candidatures indique, notamment :

- 1° le mode et la date ultime d'introduction des candidatures;
- 2° les documents que doit contenir, à peine de nullité, l'acte de candidature;
- 3° la description de fonction et le profil de compétence de la fonction à pourvoir.

Les candidatures doivent être introduites par lettre recommandée et comprennent :

- 1° un curriculum vitae comprenant un exposé des titres et mérites;
- 2° un projet écrit, sur base de la description de fonction.

Un Collège d'experts, désignés par le Gouvernement, examine les dossiers déposés par les candidats. Les candidats présentent leur projet au cours d'une audition, destinée à évaluer l'ensemble de leurs compétences

Dans le mois de l'audition, le Collège d'experts propose au Gouvernement une liste qui peut comprendre au maximum deux personnes disposant des qualités pour remplir la fonction de manière également satisfaisante sans qu'un classement ne soit établi entre ces personnes. Le Collège d'experts mentionne la motivation qui l'a conduit à sélectionner cette ou ces personne(s) et peut, le cas échéant, établir une recommandation.

Au plus tard dans le mois de la réception de l'avis du Collège d'experts, le Gouvernement nomme, dans la liste transmise par le Collège d'experts, la personne qu'il juge la plus apte à occuper la fonction. ».

**Art. 18.** Dans le même décret est inséré un article 35bis, libellé comme suit :

« Article 35bis. Pour être nommé commissaire auprès des Hautes Ecoles, les conditions suivantes sont réunies :

- 1° être belge;
- 2° jouir des droits civils et politiques;

3° être porteur d'un diplôme donnant accès aux emplois de niveau 1 des agents de l'Etat ou posséder une expérience professionnelle de cinq ans dans des fonctions en rapport avec les matières traitées par les commissaires dans leur fonction;

- 4° satisfaire aux lois sur la milice et aux lois portant le statut des objecteurs de conscience;
- 5° être de conduite irréprochable;

- 6° être âgé de 30 ans au moins.

Les commissaires sont nommés à titre définitif et affectés auprès de Hautes Ecoles fixées par le Gouvernement pour une période de cinq ans. Les personnes qui, le cas échéant, sont appelées à remplacer le titulaire de la fonction poursuivent cette affectation jusqu'au retour du titulaire.

Le commissaire, ou s'il échoue, son remplaçant est réputé titulaire du grade de directeur général adjoint du ministère de la Communauté française ou d'un grade équivalent de rang 15.

Un commissaire auprès des Hautes Ecoles peut se voir confier par le Gouvernement des tâches de contrôle dans d'autres secteurs de l'enseignement supérieur hors université. ».

**Art. 19.** A l'article 41 du même décret, un nouvel alinéa est ajouté, libellé comme suit :

« Dans les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française, l'administrateur provisoire désigné en application de l'article 68 ter du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles consulte les commissaires préalablement à toute décision relevant des organes de gestion de la Haute Ecole, du Directeur-Président ou des Directeurs de catégorie. ».

**CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française***

**Art. 20.** A l'article 2 du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est ajouté un point 29° rédigé comme suit :

« 29° organes de concertation locale : le Conseil d'entreprise, la Commission paritaire locale (COPALOC), le Comité de concertation de base (COCOBA). ».

**Art. 21.** A l'article 25, du même décret, tel que complété par le décret du 11 janvier 2008, le § 1<sup>er</sup> est complété par deux nouveaux alinéas rédigés comme suit :

« Avant de proposer toute désignation à titre temporaire en application des alinéas précédents, le conseil d'administration étend la charge des membres du personnel de la Haute Ecole concernée qui en ont fait la demande dans le respect de l'article 24, § 1<sup>er</sup>, et ce dans l'ordre suivant : d'abord les membres du personnel nommés à titre définitif, ensuite les membres du personnel désignés à titre temporaire pour une durée indéterminée.

Cette extension de charge ne peut être accordée à un membre du personnel à l'encontre duquel une sanction disciplinaire et/ou un bulletin de signalement portant mention « insuffisant » seraient encore portés à son dossier. ».

**Art. 22.** A l'article 25, § 2, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque la Haute Ecole souhaite pourvoir à un emploi qui devient vacant après la publication de l'appel visé à l'article 22, la procédure visée aux alinéas 1<sup>er</sup>, 3 et 4 du § 1<sup>er</sup> est d'application. »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsqu'un membre du personnel a été désigné, en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> durant une année académique à titre temporaire dans la même fonction et les mêmes cours à conférer, la Haute Ecole pourvoit à cet emploi, dès la deuxième année académique, dans le respect des articles 21 et 22. ».

**Art. 23.** A l'article 32, § 1<sup>er</sup>, du même décret, tel que modifié par le décret du 11 janvier 2008, les mots « ou extension de charge » sont supprimés respectivement aux alinéas 3 et 5;

**Art. 24.** A l'article 76 du même décret, tel que modifié par le décret du 11 janvier 2008, les mots « les trois mois » sont remplacés par les mots « le mois ».

**Art. 25.** A l'article 127 du même décret, l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Les autorités de la Haute Ecole font ensuite une proposition motivée au pouvoir organisateur.

Le pouvoir organisateur prend une décision motivée qui est communiquée aux organes de concertation locale de la Haute Ecole. ».

**Art. 26.** A l'article 128 du même décret, tel que complété par le décret du 11 janvier 2008, le § 1<sup>er</sup> est complété par deux nouveaux alinéas, rédigés comme suit :

« Avant de proposer tout engagement à titre temporaire en application des alinéas précédents, le pouvoir organisateur étend la charge des membres du personnel de la Haute Ecole concernée qui en ont fait la demande, et ce dans l'ordre suivant : d'abord les membres du personnel engagés à titre définitif, ensuite les membres du personnel engagés à titre temporaire pour une durée indéterminée.

Cette extension de charge ne peut être accordée à un membre du personnel à l'encontre duquel une sanction disciplinaire serait encore portée à son dossier. ».

**Art. 27.** Le paragraphe 2 de l'article 128 du même décret, tel que complété par le décret du 11 janvier 2008, est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque la Haute Ecole souhaite pourvoir à un emploi qui devient vacant après la publication de l'appel visé à l'article 125, la procédure visée aux alinéas 1<sup>er</sup>, 3 et 4 du § 1<sup>er</sup> est d'application.

Cet engagement ne peut en aucun cas donner lieu à un engagement à durée indéterminée.

Si un membre du personnel a été engagé en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> durant une année académique à titre temporaire dans la même fonction et les mêmes cours à conférer, la Haute Ecole pourvoit à cet emploi, dès la deuxième année académique, dans le respect des articles 125 et 126. ».

**Art. 28.** A l'article 132 du même décret, l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Les autorités de la Haute Ecole font ensuite une proposition motivée au pouvoir organisateur.

Le pouvoir organisateur prend une décision motivée qui est communiquée aux organes de concertation locale de la Haute Ecole. ».

**Art. 29.** A l'article 135, § 1<sup>er</sup>, du même décret, tel que modifié par le décret du 11 janvier 2008 et complété par le décret du 19 février 2009, les mots « ou extension de charge » sont supprimés respectivement aux alinéas 3 et 5.

**Art. 30.** A l'article 141 du même décret, tel que modifié par décrets des 8 février 1999, 20 décembre 2001 et 11 janvier 2008, le 2<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 2° les services effectifs rendus à titre définitif, à concurrence de trois ans maximum, dans une Haute Ecole d'un pouvoir organisateur du même réseau dans une fonction à prestations complètes, se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés; ».

**Art. 31.** A l'article 209 du même décret, l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« L'organe de gestion fait ensuite une proposition motivée au pouvoir organisateur.

Le pouvoir organisateur prend une décision motivée qui est communiquée aux organes de concertation locale de la Haute Ecole. ».

**Art. 32.** A l'article 210 du même décret, tel que modifié par le décret du 11 janvier 2008, le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par deux nouveaux alinéas rédigés comme suit :

« Avant de proposer toute désignation à titre temporaire en application des alinéas précédents, le pouvoir organisateur étend la charge des membres du personnel de la Haute Ecole concernée qui en ont fait la demande, conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup> et ce dans l'ordre suivant : d'abord les membres du personnel nommés à titre définitif, ensuite les membres du personnel désignés à titre temporaire pour une durée indéterminée. »

Cette extension de charge ne peut être accordée à un membre du personnel à l'encontre duquel une sanction disciplinaire serait encore portée à son dossier. ».

**Art. 33.** Le paragraphe 2 de l'article 210 du même décret, tel que modifié par le décret du 11 janvier 2008, est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque la Haute Ecole souhaite pourvoir à un emploi qui devient vacant après la publication de l'appel visé à l'article 207, la procédure visée aux alinéas 1<sup>er</sup>, 3 et 4 du § 1<sup>er</sup> est d'application. »

Cette désignation ne peut en aucun cas donner lieu à une désignation à durée indéterminée.

Si un membre du personnel a été désigné, en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> durant une année académique à titre temporaire dans la même fonction et les mêmes cours à conférer, la Haute Ecole pourvoit à cet emploi, dès la deuxième année académique, dans le respect des articles 207 et 208. ».

**Art. 34.** A l'article 214 du même décret, l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« L'organe de gestion fait ensuite une proposition motivée au pouvoir organisateur. »

Le pouvoir organisateur prend une décision motivée qui est communiquée aux organes de concertation locale de la Haute Ecole. ».

**Art. 35.** A l'article 217, § 1<sup>er</sup>, du même décret, tel que modifié par le décret du 11 janvier 2008 et complété par le décret du 19 février 2009, les mots « ou extension de charge » sont supprimés respectivement aux alinéas 3 et 5.

**Art. 36.** A l'article 223 du même décret, le 2<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 2<sup>o</sup> les services effectifs rendus à titre définitif, à concurrence de trois ans maximum, dans une Haute Ecole d'un pouvoir organisateur du même réseau, dans une fonction à prestations complètes, se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés; ».

*CHAPITRE VI. — Dispositions modifiant le décret du 20 décembre 2001  
fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des arts  
(organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)*

**Art. 37.** A l'article 2, § 1<sup>er</sup>, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) est ajouté un point 26<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 26<sup>o</sup> organes de concertation locale : le Conseil d'entreprise, la Commission paritaire locale (COPALOC), le Comité de concertation de base (COCOBA). ».

**Art. 38.** A l'article 104, § 1<sup>er</sup>, du même décret, l'alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante :

« Avant de procéder à toute désignation à titre temporaire, le Gouvernement propose d'étendre la charge de membres du personnel de l'Ecole supérieure des Arts concernée, qui en ont fait la demande dans le respect de l'article 103, et ce dans l'ordre suivant : d'abord les membres du personnel nommés à titre définitif, ensuite les membres du personnel désignés à titre temporaire pour une durée indéterminée. »

**Art. 39.** A l'article 105 du même décret, tel que modifié par le décret du 2 juin 2006 et complété par le décret du 19 février 2009, le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par deux nouveaux alinéas rédigés comme suit :

« Avant de proposer toute désignation à titre temporaire en application des alinéas précédents, le Gouvernement étend la charge des membres du personnel de l'Ecole supérieure des Arts concernée qui en ont fait la demande dans le respect de l'article 103, et ce dans l'ordre suivant : d'abord les membres du personnel nommés à titre définitif, ensuite les membres du personnel désignés à titre temporaire pour une durée indéterminée. »

Cette extension de charge ne peut être accordée à un membre du personnel à l'encontre duquel une sanction disciplinaire et/ou un bulletin de signalement portant mention « insuffisant » seraient encore portés à son dossier. ».

**Art. 40.** A l'article 105, du même décret, tel que modifié par le décret du 2 juin 2006 et complété par le décret du 19 février 2009, le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Lorsque l'Ecole supérieure des Arts souhaite pourvoir à un emploi qui devient vacant après la publication de l'appel visé aux articles 100 et 101, la procédure visée aux alinéas 1<sup>er</sup>, 3 et 4 du § 1<sup>er</sup> est d'application. »

Cette désignation ne peut en aucun cas donner lieu à une désignation à une durée indéterminée.

Lorsqu'un membre du personnel a été désigné, en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> durant une année académique à titre temporaire dans la même fonction et les mêmes cours à conférer, l'Ecole supérieure des Arts pourvoit à cet emploi, dès la deuxième année académique, dans le respect des articles 100 et 102. ».

**Art. 41.** A l'article 111 du même décret, tel que modifié par le décret du 19 février 2009, les mots « ou extension de charge » sont supprimés respectivement aux alinéas 3 et 5.

**Art. 42.** A l'article 128 du même décret, sont ajoutés les alinéas suivants, libellés comme suit :

« Chaque année, au 30 septembre et au 15 janvier, les autorités académiques établissent un classement des membres du personnel, le transmettent aux organes de concertation locale et le communiquent aux membres du personnel soit par affichage soit par valves électroniques. Ce classement est établi sur base de l'ancienneté de service dans la fonction et le cours à conférer au sens de l'article 163. »

Le membre du personnel dispose d'un délai de cinq jours à compter de la publication du classement pour introduire un recours contre celui-ci par lettre recommandée auprès des autorités académiques de l'Ecole supérieure des Arts. Ces dernières prennent une décision motivée qui est notifiée dans les trois jours suivant l'introduction du recours. ».

**Art. 43.** A l'article 230 du même décret, tel que modifié par le décret du 2 juin 2006 et complété par le décret du 19 février 2009, le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par deux nouveaux alinéas rédigés comme suit :

« Avant de proposer toute désignation à titre temporaire en application des alinéas précédents, le Pouvoir organisateur étend la charge des membres du personnel de l'Ecole supérieure des Arts concernée qui en ont fait la demande, et ce dans l'ordre suivant : d'abord les membres du personnel nommés à titre définitif, ensuite les membres du personnel désignés à titre temporaire pour une durée indéterminée.

Cette extension de charge ne peut être accordée à un membre du personnel à l'encontre duquel une sanction disciplinaire serait encore portée à son dossier. ».

**Art. 44.** A l'article 230 du même décret, tel que modifié par le décret du 2 juin 2006 et complété par le décret du 19 février 2009, le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Lorsque l'Ecole supérieure des Arts souhaite pourvoir à un emploi qui devient vacant après la publication de l'appel visé aux articles 225 et 226, la procédure visée aux alinéas 1<sup>er</sup>, 3 et 4 du § 1<sup>er</sup> est d'application.

Cette désignation ne peut en aucun cas donner lieu à une désignation à une durée indéterminée.

Lorsqu'un membre du personnel a été désigné, en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> durant une année académique à titre temporaire dans la même fonction et les mêmes cours à conférer, l'Ecole supérieure des Arts pourvoit à cet emploi, dès la deuxième année académique, dans le respect des articles 225 et 227. ».

**Art. 45.** A l'article 236, § 1<sup>er</sup>, du même décret, tel que modifié par le décret du 19 février 2009, les mots « ou extension de charge » sont supprimés respectivement aux alinéas 4 et 6.

**Art. 46.** A l'article 255 du même décret, sont ajoutés les alinéas suivants, libellés comme suit :

« Chaque année, au 30 septembre et au 15 janvier, les autorités académiques établissent un classement des membres du personnel, le transmettent aux organes de concertation locale et le communiquent aux membres du personnel soit par affichage soit par valves électroniques. Ce classement est établi sur base de l'ancienneté de service dans la fonction et le cours à conférer au sens de l'article 278.

Le membre du personnel dispose d'un délai de cinq jours à compter de la publication du classement pour introduire un recours contre celui-ci par lettre recommandée auprès des autorités académiques de l'Ecole supérieure des Arts. Ces dernières prennent une décision motivée qui est notifiée dans les trois jours suivant l'introduction du recours. ».

**Art. 47.** A l'article 360 du même décret, tel que modifié par le décret du 2 juin 2006 et complété par le décret du 19 février 2009, le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par deux nouveaux alinéas rédigés comme suit :

« Avant de proposer tout engagement à titre temporaire en application des alinéas précédents, le Pouvoir organisateur étend la charge des membres du personnel de l'Ecole supérieure des Arts concernée qui en ont fait la demande, et ce dans l'ordre suivant : d'abord les membres du personnel engagés à titre définitif, ensuite les membres du personnel engagés à titre temporaire pour une durée indéterminée.

Cette extension de charge ne peut être accordée à un membre du personnel à l'encontre duquel une sanction disciplinaire serait encore portée à son dossier. ».

**Art. 48.** A l'article 360, du même décret, tel que modifié par le décret du 2 juin 2006 et complété par le décret du 19 février 2009, le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Lorsque l'Ecole supérieure des Arts souhaite pourvoir à un emploi qui devient vacant après la publication de l'appel visé aux articles 355 et 356, la procédure visée aux alinéas 1<sup>er</sup>, 3 et 4 du § 1<sup>er</sup> est d'application.

Cette désignation ne peut en aucun cas donner lieu à une désignation à une durée indéterminée.

Lorsqu'un membre du personnel a été désigné, en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> durant une année académique à titre temporaire dans la même fonction et les mêmes cours à conférer, l'Ecole supérieure des Arts pourvoit à cet emploi, dès la deuxième année académique, dans le respect des articles 355 et 357. ».

**Art. 49.** A l'article 366, § 1<sup>er</sup>, du même décret, tel que modifié par le décret du 19 février 2009, les mots « ou extension de charge » sont supprimés aux alinéas 3 et 6.

**Art. 50.** A l'article 385 du même décret, un nouvel alinéa est ajouté, libellé comme suit :

« Chaque année, au 30 septembre et au 15 janvier, les autorités académiques établissent un classement des membres du personnel, le transmettent aux organes de concertation locale et le communiquent aux membres du personnel soit par affichage soit par valves électroniques. Ce classement est établi sur base de l'ancienneté de service dans la fonction et le cours à conférer au sens de l'article 410.

Le membre du personnel dispose d'un délai de cinq jours à compter de la publication du classement pour introduire un recours contre celui-ci par lettre recommandée auprès des autorités académiques de l'Ecole supérieure des Arts. Ces dernières prennent une décision motivée qui est notifiée dans les trois jours suivant l'introduction du recours. ».

#### CHAPITRE VII. — *Disposition modifiant le décret du 17 juillet 2002 portant modifications urgentes en matière d'enseignement*

**Art. 51.** L'article 5 du décret du 17 juillet 2002 portant modifications urgentes en matière d'enseignement est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. Le présent chapitre ne s'applique pas aux catégories du personnel administratif et du personnel de maîtrise, gens de métier et de service de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécial.

Il s'applique aux catégories du personnel administratif des Hautes Ecoles et des Ecoles supérieures des Arts. ».

**CHAPITRE VIII. — *Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française***

**Art. 52.** A l'article 190, § 1<sup>er</sup>, du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Ce rapport est visé et daté par le membre du personnel ouvrier qu'il concerne et joint à son dossier personnel. »;

2° deux nouveaux alinéas sont ajoutés, libellés comme suit :

« Si le membre du personnel ouvrier temporaire estime que le contenu du rapport n'est pas fondé, il peut dans les 5 jours ouvrables suivant la date précisée à l'alinéa 2, introduire une réclamation écrite au directeur de l'établissement qui en accuse réception et la fait parvenir aussitôt à la Chambre de recours. Celle-ci donne son avis motivé dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception de la réclamation.

Le Gouvernement prend sa décision dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la chambre de recours. La décision initiale est maintenue ou modifiée. Dans tous les cas, cette décision doit être motivée. ».

**Art. 53.** A l'article 191 du même décret, est ajouté un nouveau paragraphe, libellé comme suit :

« § 6. La décision de licenciement est notifiée au membre du personnel ouvrier. Il peut, dans les dix jours ouvrables de la notification, introduire par recommandé une réclamation écrite auprès du directeur qui en accuse réception et la fait parvenir aussitôt à la Chambre de recours. Celle-ci donner son avis au Gouvernement dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception de la réclamation.

Le Gouvernement prend sa décision dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours. ».

**Art. 54.** A l'article 192 du même décret, est ajouté un nouveau paragraphe, libellé comme suit :

« § 4. Dans les dix jours de la notification visée au § 3, le membre du personnel ouvrier peut introduire, par recommandé, un recours auprès de la Chambre de recours à l'encontre de la décision de licenciement sans préavis pour faute grave.

Le recours n'est pas suspensif.

Le défaut de comparution de la partie régulièrement convoquée ou de son représentant n'empêche pas la Chambre de recours de se prononcer.

La Chambre de recours donne son avis motivé au Gouvernement dans un délai d'un mois à partir de la date de réception du recours. Le Gouvernement statue dans les trente jours de la réception de l'avis de la Chambre de recours. ».

**CHAPITRE IX. — *Dispositions modifiant le décret du 2 juin 2006 établissant les grades académiques délivrés par les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles d'horaires minimales***

**Art. 55.** Dans la section I<sup>re</sup> du chapitre IV du décret du 2 juin 2006 établissant les grades académiques délivrés par les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles d'horaires minimales, la Sous-section XIII. — De la spécialisation en Pédiatrie du décret est remplacée par « Sous-section XIII. — De la spécialisation en Pédiatrie et néonatalogie ».

**Art. 56.** Dans l'article 54, du même décret, le mot « Pédiatrie » est à chaque fois remplacé par le mot « Pédiatrie et néonatalogie ».

**Art. 57.** Les annexes D-12, D-13, D-16, D-17 et D-21 du même décret sont remplacées par les annexes D-12, D-13, D-16, D-17 et D-21 annexées au présent décret.

**CHAPITRE X. — *Dispositions modifiant le décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des écoles supérieures des arts et des instituts supérieurs d'architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française***

**Art. 58.** A l'article 2, § 1<sup>er</sup> du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des arts et des instituts supérieurs d'architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française, tel que modifié par le décret du 19 février 2009, sont ajoutés les points 21° et 22° rédigés comme suit :

« 21° extension de charge : pour les fonctions de rang 1, la procédure selon laquelle le pouvoir organisateur étend la charge d'un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif, dans la même fonction, à concurrence d'une charge complète maximum, dans le respect de l'article 31 du décret du 9 septembre 1996.

Pour les fonctions de rang 2, la procédure selon laquelle le pouvoir organisateur étend à titre définitif la charge d'un membre du personnel dans la même fonction, à concurrence d'une charge complète maximum;

22° organes de concertation locale : le Conseil d'entreprise, la Commission paritaire locale (COPALOC), le Comité de concertation de base (COCOBA). ».

**Art. 59.** A l'alinéa 4 de l'article 5 du même décret, tel que modifié par le décret du 19 février 2009, les mots « les demandes d'extension de charge formulées par des membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif » sont insérés entre les mots « pouvoir organisateur » et les mots « ainsi que ».

**Art. 60.** A l'article 8 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, il est inséré entre les alinéas 2 et 3 les nouveaux alinéas suivants :

« Avant de proposer tout engagement à titre temporaire en application des alinéas précédents, le pouvoir organisateur étend la charge des membres du personnel définitif de l'établissement concerné qui en ont fait la demande.

Cette extension de charge ne peut être accordée à un membre du personnel à l'encontre duquel une sanction disciplinaire serait encore portée à son dossier. »;

2° au § 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque l'établissement souhaite pourvoir à un emploi qui devient vacant après la publication de l'appel visé à l'article 6, la procédure visée aux alinéas 1<sup>er</sup>, 3 et 4 du § 1<sup>er</sup> est d'application. ».

**Art. 61.** A l'article 9 du même décret, l'alinéa 2 est complété par :

« La décision motivée du pouvoir organisateur est communiquée aux organes de concertation locale. ».

**Art. 62.** A l'alinéa 2 de l'article 18 du même décret, les mots « aux extensions de charge » sont ajoutés entre le mot « réaffectations » et les mots « et aux changements ».

**Art. 63.** Dans l'article 15 du même décret, un nouvel alinéa est ajouté, libellé comme suit :

« Chaque année, au 30 septembre et au 15 janvier, les autorités académiques établissent un classement des membres du personnel, le transmettent aux organes de concertation locale et le communiquent aux membres du personnel soit par affichage soit par les valves électroniques. Ce classement est établi sur base de l'ancienneté de service dans la fonction au sens de l'article 32, § 5.

Le membre du personnel dispose d'un délai de cinq jours à compter de la publication du classement pour introduire un recours contre celui-ci par lettre recommandée auprès des autorités académiques de l'établissement. Ces dernières prennent une décision motivée qui est notifiée dans les trois jours suivant l'introduction du recours. ».

**CHAPITRE XI. — *Dispositions modifiant le décret du 18 juillet 2008 fixant les conditions d'obtention des diplômes de bachelier sage-femme et de bachelier en soins infirmiers, renforçant la mobilité étudiante et portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur***

**Art. 64.** Au chapitre III du décret du 18 juillet 2008 fixant des conditions d'obtention des diplômes de bachelier sage-femme et de bachelier en soins infirmiers, renforçant la mobilité étudiante et portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur, l'alinéa qui précède l'intitulé « Section I<sup>re</sup> ». – Définition » est remplacé comme suit :

« Le présent chapitre qui transpose partiellement la Directive 2005/36/CE/ du Parlement européen et du Conseil du 7 novembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles s'applique à l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles et à l'enseignement supérieur de Promotion sociale. ».

**Art. 65.** A l'article 15, alinéa 1, 2°, du même décret, les mots « modèle 1 » sont remplacés par les mots « modèle II ».

**Art. 66.** L'article 17 du même décret est complété par les mots « ou, pour l'enseignement supérieur de promotion sociale, est conforme au dossier pédagogique de la section. ».

**Art. 67.** L'article 18 du même décret est complété par les mots « ou tel que précisé à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 2007 portant fixation des conditions de collation du diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) dans l'enseignement de promotion sociale. ».

**Art. 68.** A la première phrase de l'article 19 du même décret, les mots « sous la direction de maîtres-assistants » sont complétés par les mots « ou sous la direction de chargés de cours dans l'enseignement de promotion sociale ».

**Art. 69.** L'article 21 du même décret du 18 juillet 2008 fixant des conditions d'obtention des diplômes de bachelier sage-femme et de bachelier en soins infirmiers, renforçant la mobilité étudiante et portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur est remplacé par la disposition suivante :

« Article 21. Pour l'obtention du diplôme de Bachelier en soins infirmiers, l'ensemble de formation comporte des activités d'intégration professionnelle, à répartir comme suit :

- Minimum 700 heures en services médicaux et/ou chirurgicaux et/ou gériatriques) y compris les services spécialisés et médico-techniques);
- Minimum 420 heures au choix de l'établissement;
- Minimum 280 heures au choix de l'étudiant avalisé par l'établissement d'enseignement. ».

**Art. 70.** L'article 22 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 22. Parmi les 420 heures au choix de l'établissement et les 280 heures au choix de l'étudiant visées à l'article 21, les étudiants effectuent :

- Minimum 70 heures en structures de santé mentale et psychiatrique;
- Minimum 35 heures en structures extrahospitalières y compris les soins à domicile;
- Minimum 70 heures en structures hospitalières ou extrahospitalières pour personnes âgées;
- Minimum 35 heures auprès de la mère et du nouveau-né et/ou d'enfants sains ou malades. »;
- Minimum 4 à 8 services de nuit. ».

**Art. 71.** L'art. 26 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 26. Pour l'obtention du diplôme de Bachelier sage-femme, l'ensemble de formation comporte des activités d'intégration professionnelle, à répartir comme suit :

- Minimum 210 heures en services médicaux et/ou chirurgicaux;
- Minimum 70 heures en structures de santé mentale et psychiatrique;
- Minimum 150 heures en consultations prénatales;
- Minimum 400 heures en salle d'accouchement et maison de naissance;
- Minimum 220 heures en surveillance et soins aux accouchées et nouveau-nés;
- Minimum 100 heures en centre néo-natal;
- Minimum 100 heures en surveillance et soins aux grossesses à haut risque;
- Minimum 250 heures au choix de l'établissement;
- Minimum 280 heures au choix de l'étudiant avalisé par l'établissement d'enseignement. ».

**TITRE II. — *Enseignement universitaire***

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des universités de l'Etat***

**Art. 72.** A l'article 6 de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des universités de l'Etat, le dernier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

Ils consacrent, en outre, au moins la moitié de leur temps à mener des travaux de recherche scientifique relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat ou, s'ils sont porteurs du grade académique de docteur, contribuant à leur perfectionnement scientifique postdoctoral. ».

**Art. 73.** A l'article 44, 2<sup>o</sup>, du même arrêté royal, la ligne « accouchement de l'épouse » est remplacée par la ligne, rédigée comme suit :

« accouchement de l'épouse ou de la personne avec qui, au moment de l'événement, le membre du personnel vit en couple 10 jours ».

**CHAPITRE II. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 21 avril 1965 portant statut pécuniaire***

**Art. 74.** A l'article 3 de l'arrêté royal du 21 avril 1965 portant statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat, sous le titre « RANG A », 2<sup>o</sup>, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> avant les mots « pour le porteur du diplôme de docteur en médecine », il est inséré un alinéa rédigé comme suit :

« A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, le développement de l'échelle est remplacé par :  
 1 annale de 624,26 euros  
 1 annale de 1.248,52 euros  
 1 triennale de 958,71 euros  
 4 biennales de 958,71 euros  
 6 biennales de 1.293,05 euros. »;

2<sup>o</sup> le dernier alinéa est complété par la phrase suivante :

« Les porteurs d'un grade académique de master en kinésithérapie et réadaptation en 60 crédits délivré par une université alors que le grade académique correspondant en 120 crédits au moins ne pouvait être délivré bénéficiant également de cette échelle. ».

**CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le tableau de hiérarchie du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française***

**Art. 75.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le tableau de hiérarchie du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française, dans les tableaux de hiérarchie, 1. Catégorie du personnel de direction, à la ligne 2 « Attaché principal », le point a) est remplacé par :

« a) avancement sans examen ».

**Art. 76.** A l'article 1<sup>er</sup> du même arrêté royal, dans les tableaux de hiérarchie, 2. Catégorie du personnel administratif, adjoint à la recherche, de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, à la ligne 3, agent spécialisé les termes « avancement avec examen » sont remplacés par les termes « avancement sans examen ».

**CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 5 novembre 1971 portant le statut pécuniaire du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française***

**Art. 77.** A l'article 13 de l'arrêté royal du 5 novembre 1971 portant le statut pécuniaire du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française, un nouvel alinéa est ajouté, libellé comme suit :

« Sont également admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires, les services accomplis dans le secteur privé pour une durée maximale de six ans ou hors allocation de fonctionnement lorsqu'ils attestent d'une expérience professionnelle utile pour la fonction. ».

**CHAPITRE V. — *Disposition modifiant l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2003 fixant les échelles de traitement du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités et faculté universitaire de la Communauté française (validé par décret du 13 décembre 2012)***

**Art. 78.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2003 fixant les échelles de traitement du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de services des universités et faculté universitaire de la Communauté française (validé par décret du 13 décembre 2012), tel que modifié, au point 1. Catégorie du personnel de direction et attaché, la ligne « attaché après 4 ans » est supprimée.

**CHAPITRE VI. — *Disposition modifiant le décret du 31 mars 2004 définissant l'Enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités***

**Art. 79.** A l'article 54, 2<sup>o</sup>, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, les mots « de 120 crédits au moins » sont supprimés.

**TITRE III. — Dispositions communes**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>.** — *Dispositions modifiant le décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'agence pour l'évaluation de la qualité de l'Enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française*

**Art. 80.** A l'article 7 du décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. L'Agence dispose d'une cellule exécutive chargée de mettre en œuvre les décisions du comité de gestion et du bureau. Cette cellule exécutive est placée sous la direction d'un fonctionnaire de rang 12 au moins et est composée d'au moins trois agents de niveau 1 et de deux agents de niveau 2.

Ces agents sont :

1° soit des membres du personnel des services de la Communauté française;

2° soit des membres détachés pour une durée minimale de 2 ans du personnel des établissements d'enseignement supérieur conformément au décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

3° soit, par dérogation à l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, des membres du personnel contractuel, engagés à charge de la dotation de fonctionnement de l'Agence et qui ne répondent pas impérativement à l'une des conditions listées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, de l'arrêté royal.

Le fonctionnaire dirigeant et les agents visés à l'alinéa 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, sont désignés par le Gouvernement.

Le Gouvernement délègue au bureau, sur proposition motivée et documentée du directeur de la cellule exécutive, l'engagement des agents visés à l'alinéa 2, 3<sup>o</sup>.

Sous réserve des adaptations nécessaires définies par le Gouvernement, le statut administratif et pécuniaire des agents visés à l'alinéa 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, s'applique aux agents visés à l'alinéa 2, 3<sup>o</sup>. ».

**Art. 81.** A l'article 22 du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Cette dotation à l'Agence a pour objet de subvenir aux frais d'évaluation externe ainsi qu'à l'engagement du personnel visé à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3<sup>o</sup>. »

**Art. 82.** A l'article 23 du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Le personnel de la cellule exécutive relevant de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> et les frais de fonctionnement de l'Agence en ce compris les frais visés à l'alinéa premier sont à charge du budget de la Communauté française.

Le personnel de la cellule exécutive relevant de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3<sup>o</sup>, est à charge de la dotation annuelle de l'Agence reprise à l'article 22. ».

**CHAPITRE II. — Dispositions modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études**

**Art. 83.** A l'article 11, 9<sup>o</sup>, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les termes « de la Communauté française » sont supprimés.

**Art. 84.** A l'article 15 du même décret, il est inséré un point 30<sup>obis</sup>, rédigé comme suit :

« 30<sup>obis</sup> Enseignement supérieur en alternance : enseignement dans lequel l'acquisition des compétences nécessaires pour l'obtention d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur se fait pour partie en entreprise et pour partie au sein dudit établissement. ».

**Art. 85.** A l'article 76, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, il est ajouté un point, rédigé comme suit :

« 4<sup>o</sup> des acquisitions de compétences en entreprise dans le cadre de l'enseignement en alternance. ».

**Art. 86.** A l'article 103 du même décret, est ajouté un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Tout étudiant qui s'inscrit dans un des cursus organisés dans le cadre de l'enseignement supérieur en alternance ne sera régulier que s'il a conclu avec une entreprise et l'institution d'enseignement supérieur une convention d'alternance. ».

**Art. 87.** L'article 107 du même décret est complété comme suit :

« Aux conditions fixées par le Gouvernement, les établissements organisant des études relevant du domaine de la musique peuvent accueillir des étudiants qui ne remplissent pas les conditions d'accès visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour autant que ces étudiants soient inscrits dans un établissement d'enseignement obligatoire, qu'ils aient réussi l'épreuve d'admission et qu'une convention soit conclue entre les établissements concernés.

Le Gouvernement peut fixer des conditions complémentaires d'accès pour les étudiants visés à l'alinéa précédent.

Le Gouvernement arrête le contenu minimal de cette convention, le nombre maximum de crédits pouvant être suivis par l'étudiant, les possibilités de dispenses de cours dans chacun des établissements concernés et les modalités de comptabilisation de l'étudiant pour le financement. »

**Art. 88.** A l'annexe II du même décret, dans le tableau de la Haute Ecole de la Province de Liège, sont ajoutées les lignes :

Long	19	Technique	Section « Master en Gestion de Production » – Finalité « Production »	62
Long	9	Economique	Section « Gestion des services généraux »	62

**Art. 89.** A l'annexe II du même décret, dans le tableau de la Haute Ecole Robert Schuman, est ajoutée la ligne :

Long	19	Technique	Section « Gestion de chantier spécialisé en construction durable »	84
------	----	-----------	--	----

**Art. 90.** A l'annexe II du même décret, dans le tableau de la Haute Ecole Louvain en Hainaut, sont ajoutées les lignes :

Long	19	Technique	Section « Master en Gestion de Production – Finalité Production »	53
Long	9	Technique	Section « Génie analytique » – Finalité « Biochimie »	53

### CHAPITRE III. — *Disposition modifiant loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public*

**Art. 91.** A l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots « Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES) » sont insérés avant les mots « - Agence des appels aux services de secours ». ».

### TITRE IV. — *Dispositions abrogatoire et finale*

**Art. 92.** Sont abrogés les articles 23, 24, 27 à 29 du décret du 18 juillet 2008 fixant des conditions d'obtention des diplômes de bachelier sagefemme et de bachelier en soins infirmiers, renforçant la mobilité étudiante et portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur.

**Art. 93.** L'article 1<sup>er</sup> produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Les articles 55 à 57 produisent leurs effets au 15 septembre 2013. Les articles 69 à 71 entrent en vigueur le 14 septembre 2014. L'article 74, 2<sup>o</sup> produit ses effets au 1<sup>er</sup> septembre 2012. L'article 79 produit ses effets à partir de l'année académique 2012-2013. L'article 80 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2014. Les articles 83 à 90 produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 avril 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-M. SCHYNS

#### Note

(1) Session 2013-2014.

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 639-1. — Amendement de commission, n° 639-2. — Rapport, n° 639-3.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 10 avril 2014.

Annexes au décret du 11 avril 2014 portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur

Annexe	D-12
Niveau	Enseignement supérieur
Catégorie	Paramédicale
Type	Court
Spécialisation	Oncologie
Grade délivré au terme d'une année d'études	Spécialisation en oncologie
Organisation générale de la formation (en heures) Formation commune y compris les AIP Option Liberté PO	de 900 à 990 900 0 De 0 à 90
Cette grille doit être lue en regard des lois, décrets et arrêtés applicables au secteur paramédical notamment en matière de radioprotection (50 heures minimum)	

## ORGANISATION DETAILLEE DE LA FORMATION

	Intitulés des activités d'enseignement	Volume horaire		
		Détaillé	A répartir	global
<b>Formation théorique</b>			120	450
	Déontologie et éthique Hygiène hospitalière Principes de soins infirmiers en matière de prévention, diagnostics, traitements, soins continus	150		
	Epidémiologie, cancérogenèse et techniques diagnostiques Nutrition et diététique Pharmacologie Physiopathologie et traitement de la douleur Principes de réadaptation (kinésithérapie, ergothérapie, logopédie) Principes des traitements Radioprotection	135		
	Législation sociale Méthodologie de la recherche Psychologie Sociologie	45		
	<b>Activités d'intégration professionnelle : Enseignement clinique, séminaires</b>			450
	<b>Sous-total Formation commune</b>			450
PO	<b>Sous-Total LIBERTE PO</b>			De 0 à 90

Annexe	D-13
Niveau	Enseignement supérieur
Catégorie	Paramédicale
Type	Court
Spécialisation	Pédiatrie et néonatalogie
Grade délivré au terme d'une année d'études	Spécialisation en pédiatrie et néonatalogie
Organisation générale de la formation (en heures) Formation commune y compris les AIP Finalité/Option /Sous section Liberté PO Liberté PO	de 900 à 990 900 0 de 0 à 90
Cette grille doit être lue en regard des lois, décrets et arrêtés applicables au secteur paramédical	

## ORGANISATION DETAILLEE DE LA FORMATION

	Intitulés des activités d'enseignement	Volume horaire		
		Détaillé	A répartir	global
<b>Formation commune</b>	<b>Formation théorique</b>		60	50
	Déontologie et éthique Organisation et administration des services pour les enfants Principes de soins infirmiers Urgence et soins intensifs	150		
	Néonatalogie Nutrition et diététique infantiles Pathologies pédiatriques en médecine, chirurgie, soins intensifs, urgences et spécificités, y compris pharmacologie Psychologie de l'enfant et de l'adolescent Santé mentale, pédopsychiatrie et psychiatrie des adolescents	195		
	Législation et droit spécifique Méthodologie de la recherche Santé familiale – Protection maternelle et infantile Santé publique - Epidémiologie	45		
	<b>Activités d'intégration professionnelle : Enseignement clinique, séminaires</b>			450
	<b>Sous-total Formation commune</b>			900
PO	<b>Sous-Total LIBERTE PO</b>		De 0 à 90	

Annexe	D-16
Niveau	Enseignement supérieur
Catégorie	Paramédicale
Type	Court
Spécialisation	Santé mentale et psychiatrie
Grade délivré au terme d'une année d'études	Spécialisation en santé mentale et psychiatrie Spécialisation en santé mentale et psychiatrie
Organisation générale de la formation (en heures) Formation commune y compris les AIP Option Liberté PO	de 900 à 990 900 0 De 0 à 90
Cette grille doit être lue en regard des lois, décrets et arrêtés applicables au secteur paramédical	

## ORGANISATION DETAILLEE DE LA FORMATION

Formation commune	Intitulés des activités d'enseignement	Volume horaire		
		Détaillé	A répartir	global
	Formation théorique	75	450	
Formation commune	Animation de groupe Approche pluridisciplinaire Communication et relation d'aide Déontologie et éthique Education pour la santé Santé mentale et gestion du stress Soins en santé communautaire Principes de soins infirmiers en santé mentale et psychiatrie	195		
	Pathologies et pharmacologie psychiatriques Situation de crise et d'urgence Techniques thérapeutiques	90		
	Anthropologie, ethnopsychiatrie et philosophie Droit, Législation sociale Politiques et organisation en santé mentale Psychologie Méthodologie de la recherche	45		
	<b>Activités d'intégration professionnelle : Enseignement clinique, séminaires</b>			450
	<b>Sous-total Formation commune</b>			900
PO	<b>Sous-total LIBERTE PO</b>		De 0 à 90	

Annexe	D-17
Niveau	Enseignement supérieur
Catégorie	Paramédicale
Type	Court
Spécialisation	Soins intensifs et aide médicale urgente
Grade délivré au terme d'une année d'études	Spécialisation en soins intensifs et aide médicale urgente
Organisation générale de la formation (en heures)	900 à 1 050
Formation commune y compris les AIP	900
Option	0
Liberté PO	De 0 à 150
Celle grille doit être lue en regard des lois, décrets et arrêtés applicables au secteur paramédical	

## ORGANISATION DETAILLEE DE LA FORMATION

Formation commune	Intitulés des activités d'enseignement	Volume horaire		
		Détaillé	A répartir	global
	Formation théorique	90	450	
Formation commune	Déontologie et éthique Hygiène, sécurité et organisation travail Techniques de manutention et de transport Principes d'organisation et d'administration Soins infirmiers en soins intensifs et en urgence	150		
	Anesthésiologie, thérapeutique de la douleur et pharmacologie Physiologie et physiopathologie – thérapeutique Médecine d'urgence et de catastrophe	150		
	Législation Psychologie Psychosociologie Méthodologie de la recherche	60		
	<b>Activités d'intégration professionnelle : Enseignement clinique, séminaires</b>			450
	<b>Sous-total Formation commune</b>			900
PO	<b>Sous-total LIBERTE PO</b>		De 0 à 150	

Annexe	D-21
Niveau	Enseignement supérieur
Catégorie	Paramédicale
Type	Court
Spécialisation interdisciplinaire	Gériatrie et psychogériatrie
Grade délivré au terme d'une année d'études	Spécialisation interdisciplinaire en gériatrie et psychogériatrie
Organisation générale de la formation (en heures) Formation commune y compris les AIP Option Liberté PO	de 900 à 990 900 0 de 0 à 90
Cette grille doit être lue en regard des lois, décrets et arrêtés applicables au secteur paramédical	

## ORGANISATION DETAILLEE DE LA FORMATION

Formation commune	Intitulés des activités d'enseignement	Volume horaire		
		Détaillé	A répartir	global
<b>Formation théorique</b>			90	450
Animation et aide aux activités de la vie quotidienne Déontologie et éthique Evaluation de la qualité Prévention et promotion de la santé Soins à domicile, en Maison de Repos, en Maison de Repos et de Soins et en milieu hospitalier Soins d'accompagnement de fin de vie et soins palliatifs Travail en équipes pluridisciplinaires	150			
Nutrition et diététique Pathologies et thérapeutiques gériatriques – pharmacologie Anatomophysiologie du vieillissement Psychogériatrie	105			
Droit des personnes âgées et législation sociale Politique de santé et structures de soins aux personnes âgées Politique de santé en matière de soins aux personnes âgées Psychologie appliquée Méthodologie de la recherche Gérontologie	105			
Activités d'intégration professionnelle : Enseignement clinique, séminaires			450	
<b>Sous-total Formation commune</b>			900	
PO	<b>Sous-total LIBERTE PO</b>		De 0 à 90	

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29370]

## 11 APRIL 2014. — Decreet houdende wijziging van verschillende bepalingen inzake hoger onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekraftigen hetgeen volgt :

**TITEL I. — Niet-universitair hoger onderwijs**

**HOOFDSTUK I. — Bepalingen houdende wijziging van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opleidend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat**

**Artikel 1.** In artikel 2, hoofdstuk E', § 1, van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opleidend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de

inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het punt 1° wordt door de volgende bepaling vervangen :

“1. Assistant 415

a) de titularissen van het ambt assistent die tijdelijk aangesteld of geworven worden, genieten een bezoldiging die steeds gelijk is aan het bedrag van het minimum van de loonschaal;

b) vanaf 1 januari 2011, genieten de titularissen van het ambt assistent die vast benoemd of aangeworven zijn, een bezoldiging die, op deze datum, niet hoger mag zijn dan het minimum van de loonschaal die overeenstemt met 9 jaar barema-anciënniteit.”;

2° een punt 1bis wordt toegevoegd :

“1bis. Docent 415

Vanaf 1 januari 2011, genieten de titularissen van het ambt docent een bezoldiging die, op deze datum, niet hoger mag zijn dan het minimum van de loonschaal die overeenstemt met 6 jaar barema-anciënniteit.”.

**HOOFDSTUK II. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 5 augustus 1995  
houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen***

**Art. 2.** In artikel 1, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, wordt een punt 28° toegevoegd, luidend als volgt :

“28° organen voor plaatselijk overleg : de Ondernemingsraad, de Plaatselijke paritaire commissie (COPALOC – Commission paritaire locale), het Basisoverlegcomité (COCOBA – Comité de concertation de base). ”.

**Art. 3.** In artikel 63, § 1, van hetzelfde decreet, wordt een 14°, luidend als volgt, toegevoegd :

“14° het advies van de organen voor plaatselijk overleg.”.

**Art. 4.** In artikel 65, derde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “en de toewijzing van de personeelsleden” geschrapt.

**Art. 5.** In artikel 66 van hetzelfde decreet, wordt het punt 3° door de volgende bepaling vervangen, luidend als volgt :

“3° van vier personeelsleden van de hogeschool, in vast verband benoemd of tijdelijk aangeworven voor onbepaalde duur in de hogeschool met minstens zes jaar anciënniteit, die de vakorganisaties vertegenwoordigen die in het Comité van de sector IX zetelen in evenredigheid met hun gewicht in de hogeschool, waarbij elke organisatie over ten minste één mandaat beschikt, en die aan de Regering door de betrokken vakorganisaties worden voorgelegd.”.

**Art. 6.** In artikel 67 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

“Voor de toepassing van het vorige lid worden enkel in aanmerking genomen de personeelsleden die minstens een tiende van een volledige uurregeling in de hogeschool presteren op de datum van de sluiting van de verkiezingslijsten. Wordt als personeelslid beschouwd elk lid van het statutair personeel of elke persoon die in contractueel verband staat met de hogeschool gedurende elk van de drie jaren voorafgaand aan de datum van sluiting van de verkiezingslijsten. Een personeelslid is enkel op één stem gerechtigd.”;

2° het vierde lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

“Het mandaat van Directeur-Voorzitter heeft een vernieuwbare duur van vijf jaar en is onverenigbaar met het mandaat van Categoriedirecteur.

De Regering kan afwijken van de onverenigbaarheid bedoeld bij het vorige lid op met redenen omklede aanvraag van de academische overheid van de hogeschool. De aanvraag moet het advies van de organen voor plaatselijk overleg bevatten.”.

**Art. 7.** Er wordt een artikel 69bis ingevoegd in hetzelfde decreet, luidend als volgt :

“Voor de hogescholen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, bepaalt de Regering de nadere regels van werking en verkiezing van het Directiecollege en van de Categorieraad.”.

**Art. 8.** Artikel 68bis van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

“Art. 68bis. Wanneer de financiële situatie van de hogeschool die is ingericht door de Franse Gemeenschap of wanneer de eerbiediging van de wetten, decreten en verordeningen dit vereisen, kan de minister van het hoger onderwijs of, desgevallend, de hiertoe door de Regering aangewezen afgevaardigde, het betrokken beheersorgaan verpligt zich te beraden over ieder vraagstuk dat hij bepaalt en binnen de termijn die hij vastlegt.

Wanneer deze termijn verstrekken is en het beheersorgaan geen beslissing genomen heeft of wanneer de minister of de door de Regering aangewezen afgevaardigde niet akkoord gaat met de door dit orgaan genomen beslissing, kan de Regering of de door de Regering aangewezen afgevaardigde de beslissing nemen in plaats van het beheersorgaan.”.

**Art. 9.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 68ter toegevoegd :

“Art. 68ter. § 1. Onverminderd artikel 68, wanneer de financiële toestand van de door de Franse Gemeenschap ingerichte hogeschool of de inachtneming van de wetten, decreten en reglementen het vergen, kan de Minister bevoegd voor het hoger onderwijs of, desgevallend, de daartoe door de Regering aangewezen afgevaardigde, een voorlopige administrateur en/of een begeleidingscomité aanstellen.

De voorlopige administrateur en/of het begeleidingscomité oefenen hun opdrachten uit onverminderd deze van de Regeringscommissaris. Hun opdrachten vullen elkaar aan.

§ 2. De voorlopige administrateur is geen personeelslid van de hogeschool en heeft geen functioneel of persoonlijk belang bij het beheer van deze.

Hij wordt voor een periode van maximum één jaar aangewezen. De minister of de door de Regering aangewezen afgevaardigde, kan op elk ogenblik een einde stellen aan zijn opdracht.

Binnen de door de minister of door de Regering aangewezen afgevaardigde bepaalde perken, treedt de voorlopige administrateur in de plaats van de beheersorganen van de hogeschool, de Directeur-Voorzitter en/of de Categoriedirecteurs en wordt hij de afgevaardigde ordonateur.

Een keer per maand brengt de voorlopige administrateur verslag uit bij de raad van bestuur over de maatregelen die hij meent te treffen in het kader van zijn opdracht.

§ 3. Het begeleidingscomité is een collegiaal orgaan samengesteld uit minstens twee personen die geen personeelslid zijn van de hogeschool en geen functioneel of persoonlijk belang bij het beheer van deze hebben. Het wordt voor een periode van maximum één jaar aangewezen. De minister of de door de Regering aangewezen afgevaardigde, kan op elk ogenblik een einde stellen aan zijn opdracht.

Het begeleidingscomité kan met de volgende opdrachten belast worden :

1° een raadgevende opdracht en een opdracht als administratieve en organisatiestun aan de beheersorganen van de hogeschool, de Directeur-Voorzitter en/of de Categoriedirecteurs;

2° een voogdijopdracht over geheel of deel van de opdrachten van de hogeschool, de Directeur-Voorzitter en/of de Categoriedirecteurs;

3° een informatieopdracht bij de minister of de door de Regering aangewezen afgevaardigde over geheel of deel van het beheer en de werking van de hogeschool, alsook de staat van zijn patrimonium;

4° een opdracht van administratief onderzoek.

In het geval bedoeld bij 2°, binnen de perken en onder de voorwaarden bepaald door de minister of de afgevaardigde aangewezen door de Regering leggen de beheersorganen van de hogeschool, de Directeur-Voorzitter en/of de Categoriedirecteurs hun beslissingen aan het voorafgaande visum van het begeleidingscomité voor.

§ 4. Gedurende hun mandaat brengen de voorlopige administrateur en het begeleidingscomité verslag aan de minister of de door de Regering aangewezen afgevaardigde uit over het verloop van hun opdracht.

Op het einde van hun mandaat zenden de voorlopige administrateur en het begeleidingscomité een schriftelijk verslag aan de minister of de door de Regering aangewezen afgevaardigde toe over het verloop van hun opdracht en de geldelijke toestand van de hogeschool.

§ 5. In het kader van de uitoefening van hun opdracht hebben de voorlopige administrateur en het begeleidingscomité toegang tot enig document, wat ook de drager, betreffende het beheer en de werking van de hogeschool, haar categorieën of haar patrimonium.

De leden van de beheersorganen, de Directeur-Voorzitter, de Categoriedirecteurs en de personeelsleden van de hogeschool werken samen met het begeleidingscomité en de voorlopige administrateur.

In het kader van de uitoefening van de opdracht bedoeld bij paragraaf 3, 4°, organiseert het begeleidingscomité hoorzittingen met inachtneming van het tegenspraakbeginsel en stelt processen-verbaal op. Het begeleidingscomité licht de leden van de beheersorganen, de Directeur-Voorzitter, de Categoriedirecteurs en de personeelsleden van de hogeschool die gehoord worden in dit kader in over het feit dat ze er niet toe gehouden worden samen te werken als ze bij de zaak zouden kunnen worden betrokken.

§ 6. De voorlopige administrateur geniet het geldelijke statuut van de directeur van het hoger onderwijs van het lange type in functie vóór 1 september 1996 of van Directeur-Voorzitter.

§ 7. Het Parlement van de Franse Gemeenschap wordt op de hoogte gehouden van de aanwijzing van een voorlopige administrateur en/of het begeleidingscomité bedoeld bij § 1.”.

**Art. 10.** In artikel 69 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het vijfde lid worden de woorden “en de toewijzing van de personeelsleden” geschrapt;

2° het zevende lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

“In het bestuursorgaan is het personeel vertegenwoordigd ten belope van minstens een vierde van de leden. Een kandidaat kan geweigerd worden omdat hij syndicaal afgevaardigde is”.

**Art. 11.** In artikel 70 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het vierde lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

“Het mandaat van Directeur-Voorzitter bedraagt een vernieuwbare duur van vijf jaar en is onverenigbaar met het mandaat van Categoriedirecteur.”

De Regering kan van de onverenigbaarheid afwijken bedoeld bij het vorige lid op met redenen omkleed advies van de inrichtende macht. De aanvraag moet het advies bevatten van de organen voor plaatselijk overleg van de hogeschool.”;

2° het derde lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

“Voor de toepassing van het vorige lid worden enkel in aanmerking genomen de personeelsleden die minstens een tiende van een volledige uurregeling in de hogeschool presteren op de datum van sluiting van de kieslijsten. Wordt geacht als lid van het personeel elk lid van het vastbenoemd personeel dat of elke persoon die in contractueel verband staat met de hogeschool gedurende ieder van de drie jaren die de datum van sluiting van de kieslijsten voorafgaan. Een personeelslid is enkel op één stem gerechtigd.”.

**Art. 12.** In artikel 71 van hetzelfde decreet wordt het derde lid door de volgende bepaling vervangen :

“Voor de toepassing van de ledien 1 en 2 worden enkel in aanmerking genomen de personeelsleden die minstens een tiende van een volledige uurregeling van de betrokken categorie in de hogeschool presteren op de datum van sluiting van de kieslijsten. Wordt geacht als lid van het personeel elk lid van het vastbenoemd personeel dat of elke persoon die in contractueel verband staat met de hogeschool gedurende ieder van de drie jaren die de datum van sluiting van de kieslijsten voorafgaan. Een personeelslid is enkel op één stem gerechtigd.”.

**HOOFDSTUK III. — Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 25 juli 1996  
betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen**

**Art. 13.** In artikel 2 van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen wordt een punt 13., luidend als volgt, toegevoegd :

“13° organen voor plaatselijk overleg : de Ondernemingsraad, de Plaatselijke paritaire commissie (COPALOC – Commission paritaire locale), het Basisoverlegcomité (COCOBA – Comité de concertation de base).”.

**Art. 14.** Artikel 7, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, wordt met de volgende woorden aangevuld :

“het pedagogische beheer van de internationale betrekkingen, de hulp aan het slagen, het toegepaste wetenschappelijke onderzoek, het beheer van kwaliteit, de deelname aan de beslissings- en raadplegingsorganen, de begeleiding voor het Certificat d’Aptitude pédagogique approprié à l’Enseignement supérieur (CAPAES – GPBHO “Getuigschrift van Pedagogische Bekwaamheid voor het Hoger Onderwijs), de omkadering van studenten in ondernemingen in het kader van het alternerend hoger onderwijs, de deelneming aan de activiteiten inzake voortgezette opleiding, de begeleiding van de Valorisation des Acquis de l’Expérience (VAE – Valorisatie van de Verworven Ervaring), de informatie- en communicatietechnologieën (CIT).”.

**Art. 15.** In artikel 7, § 1, van hetzelfde decreet, wordt, tussen lid 3 en lid 4, een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Ieder jaar, in september daarna in januari, wordt de billijke verdeling van de lasten over de personeelsleden besproken binnen het orgaan voor plaatselijk overleg. Dit advies wordt aan het beheersorgaan overgezonden.”.

**Art. 16.** In artikel 12 van hetzelfde decreet, wordt een nieuwe paragraaf toegevoegd, luidend als volgt :

“§ 4. Ieder jaar, op 30 september en op 15 januari, stellen de academische overheden een rangschikking op van de personeelsleden, zenden ze aan de organen voor plaatselijk overleg over en delen ze aan de personeelsleden ofwel via een aanplakbord ofwel elektronische aanplakborden.

Deze rangschikking wordt vastgesteld op basis van de dienstancienniteit in het ambt en de toe te kennen cursus in de zin van de artikelen 38, 141 tot 223 van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Het personeelslid beschikt over een termijn van vijf dagen vanaf de bekendmaking van de rangschikking om een beroep in te stellen tegen de rangschikking per aangetekende brief gericht aan de academische overheden van de hogeschool. Deze laatste nemen een met redenen omklede beslissing waarvan kennis wordt gegeven binnen de drie werkdagen na de indiening van het beroep.”.

**HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen***

**Art. 17.** Artikel 35 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, wordt door de volgende bepaling vervangen :

“Artikel 35. De Regering benoemt vijf commissarissen bij de Hogescholen na een openbare oproep tot de kandidaten.

De Regering doet die oproep tot de kandidaten via een bekendmaking in twee Franstalige dagbladen.

Deze oproep tot de kandidaten vermeldt, inzonderheid :

- 1° de wijze waarop de kandidaatstellingen ingediend moeten worden en de datum voor de indiening ervan;
- 2° de documenten die de kandidaatstellingsakte moet bevatten, op straffe van nietigheid;
- 3° de beschrijving van het ambt en het bevoegdheidsprofiel van het toe te kennen ambt.

De kandidaturen moeten via een aangetekend schrijven ingediend worden en bevatten :

- 1° een curriculum vitae waarin een beschrijving van de bekwaamheidsbewijzen en verdiensten vervat wordt;
- 2° een geschreven project, op basis van de beschrijving van het ambt.

Een College van Deskundigen, aangewezen door de Regering, onderzoekt de dossiers ingediend door de kandidaten. De kandidaten stellen hun project voor tijdens een hoorzitting, bestemd voor het evalueren van hun competenties.

Binnen de maand van de hoorzitting, stelt het College van Deskundigen aan de Regering een lijst voor die maximum twee personen mag bevatten die over de nodige kwaliteiten beschikken om het ambt op degelijke wijze te vervullen zonder dat er een rangschikking van deze twee personen wordt gedaan. Het College van Deskundigen vermeldt waarom het deze persoon (deze personen) heeft gekozen en kan, desgevallend, een aanbeveling doen.

Ten laatste binnen de maand van de ontvangst van het advies van het College van Deskundigen benoemt de Regering, vanuit de lijst overgezonden door het College van Deskundigen, de persoon die ze meest geschikt acht om het ambt te bekleden.”.

**Art. 18.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 35bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 35bis. Om tot commissaris bij de hogescholen benoemd te worden, dienen de volgende voorwaarden vervuld te worden :

- 1° Belg zijn;
- 2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3°houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot de betrekkingen van niveau 1 van de riksambtenaren of een beroepservaring van vijf jaar genieten in verband met de materies behandeld door de commissarissen in hun ambt;
- 4° aan de wetten op de legerdienst en op het statuut der gewetensbezwaarden voldoen;
- 5° van onberispelijk gedrag zijn;
- 6° minstens 30 jaar oud zijn.

De commissarissen worden vast benoemd en aangewezen bij de Hogescholen gekozen door de Regering voor een periode van vijf jaar. De personen, die, desgevallend, de titularis van het ambt moeten vervangen, blijven deze aanwijzing bekleden tot de terugkeer van de titularis.

De commissaris, of desnoods, zijn vervanger, zijn geacht de graad te bekleden van adjunct-directeur-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of een gelijkwaardige graad van rang 15.

De Regering kan een commissaris bij de hogescholen toezichtsopdrachten toevertrouwen in andere sectoren van het hoger onderwijs buiten de universiteit.”.

**Art. 19.** In artikel 41 van hetzelfde decreet, wordt een nieuw lid toegevoegd, luidend als volgt :

“In de hogescholen ingericht door de Franse Gemeenschap, raadpleegt de voorlopige administrateur benoemd met toepassing van artikel 68ter van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, de commissarissen alvorens een beslissing te treffen die onder de bevoegdheid van de beheersorganen van de hogeschool, de Directeur-Voorzitter of van de Categoriedirecteurs ressorteert.

**HOOFDSTUK V. — Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 24 juli 1997  
dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel  
van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap**

**Art. 20.** In artikel 2 van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt een punt 29° toegevoegd, luidend als volgt :

“29° organen voor plaatselijk overleg : de Ondernemingsraad, de Plaatselijke paritaire commissie (COPALOC – Commission paritaire locale), het Basisoverlegcomité (COCOBA – Comité de concertation de base). ”.

**Art. 21.** In artikel 25, van hetzelfde decreet, zoals aangevuld bij het decreet van 11 januari 2008, wordt paragraaf 1 aangevuld met twee nieuwe leden, luidend als volgt :

“Alvorens enige tijdelijke benoeming voor te stellen met toepassing van de vorige leden, breidt de raad van bestuur de opdracht uit van de personeelsleden van de betrokken hogeschool die het hebben aangevraagd met inachtneming van artikel 24, § 1, en dit, in de volgende orde : eerst de vastbenoemde personeelsleden, daarna de voor onbepaalde duur tijdelijk aangewezen personeelsleden.

Deze opdrachtuitbreiding kan niet toegekend worden aan een personeelslid voor wie een tuchtstraf en/of een beoordelingsstaat met de vermelding “onvoldoende” steeds in zijn dossier aanwezig is.”.

**Art. 22.** In artikel 25, § 2, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

“Wanneer de hogeschool een betrekking wenst te bekleden die vacant wordt na de bekendmaking van de oproep bedoeld bij artikel 22, is de procedure bedoeld bij de leden 1, 3 en 4 van paragraaf 1 van toepassing.”;

2° het derde lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

“Indien een personeelslid aangewezen werd, met toepassing van het eerste lid gedurende een academiejaar als tijdelijke in hetzelfde ambt en dezelfde toe te kennen cursussen, wordt voor de bekleding van deze betrekking door de hogeschool gezorgd, vanaf het tweede academiejaar, met inachtneming van de artikelen 21 en 22.”.

**Art. 23.** In artikel 32, § 1, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 11 januari 2008, worden de woorden “of een uitbreiding van opdracht” geschrapt respectief in het derde lid en het vijfde lid.

**Art. 24.** In artikel 76 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 11 januari 2008, worden de woorden “binnen de drie maand die volgen op” vervangen door de woorden “binnen de maand die volgt op”.

**Art. 25.** In artikel 127 van hetzelfde decreet, wordt het derde lid vervangen door de volgende bepaling :

“De overheid van de hogeschool maakt daarna een met redenen omkleed voorstel aan de inrichtende macht.

De inrichtende macht neemt een met redenen omklede beslissing die aan de organen voor plaatselijk overleg van de hogeschool wordt meegeleid.”.

**Art. 26.** In artikel 128 van hetzelfde decreet, zoals aangevuld bij het decreet van 11 januari 2008, wordt de eerste paragraaf met twee nieuwe leden aangevuld, luidend als volgt :

“Alvorens enige tijdelijke benoeming voor te stellen met toepassing van de vorige leden, breidt de inrichtende macht de opdracht uit van de personeelsleden van de betrokken hogeschool die het hebben aangevraagd, en dit, in de volgende orde : eerst de vastbenoemde personeelsleden, daarna de voor onbepaalde duur tijdelijk aangewezen personeelsleden.

Deze opdrachtuitbreiding kan niet toegekend worden aan een personeelslid voor wie een tuchtstraf en/of een beoordelingsstaat met de vermelding “onvoldoende” steeds in zijn dossier aanwezig is.”.

**Art. 27.** Paragraaf 2 van artikel 128 van hetzelfde decreet, zoals aangevuld bij het decreet van 11 januari 2008, wordt door de volgende bepaling vervangen :

“Wanneer de hogeschool een betrekking wenst te bekleden die vacant wordt na de bekendmaking van de oproep bedoeld bij artikel 125, is de procedure bedoeld bij de leden 1, 3 en 4 van paragraaf 1 van toepassing.”.

Deze werving kan in geen geval aanleiding geven tot een aanwerving voor onbepaalde duur.

Indien een personeelslid aangeworven werd, met toepassing van het eerste lid gedurende een academiejaar als tijdelijke in hetzelfde ambt en dezelfde toe te kennen cursussen, wordt voor de bekleding van deze betrekking door de hogeschool gezorgd, vanaf het tweede academiejaar, met inachtneming van de artikelen 125 en 126.”.

**Art. 28.** In artikel 132 van hetzelfde decreet, wordt het derde lid vervangen door de volgende bepaling :

“De overheid van de hogeschool maakt daarna een met redenen omkleed voorstel aan de inrichtende macht.

De inrichtende macht neemt een met redenen omklede beslissing die aan de organen voor plaatselijk overleg van de hogeschool wordt meegeleid.”.

**Art. 29.** In artikel 135, § 1, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 11 januari 2008 en aangevuld bij het decreet van 19 februari 2009, worden de woorden “of een uitbreiding van opdracht” respectief in lid 3 en lid 5 geschrapt.

**Art. 30.** In artikel 141 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij de decreten van 8 februari 1999, 20 december 2001 en 11 januari 2008, wordt het punt 2° vervangen door de volgende bepaling :

“2° de effectieve diensten verricht in vast verband in een hogeschool van een inrichtende macht van hetzelfde net, in een ambt met volledige prestaties, ten belope van drie jaar maximum, worden geteld per kalendermaand; indien ze geen volledige maand beslaan, komen ze niet in aanmerking.”.

**Art. 31.** In artikel 209 van hetzelfde decreet, wordt het derde lid door de volgende bepaling vervangen :

“Het beheersorgaan maakt daarna een met redenen omkleed voorstel aan de inrichtende macht.

De inrichtende macht neemt een met redenen omklede beslissing die aan de organen voor plaatselijk overleg van de hogeschool wordt meegedeeld.”.

**Art. 32.** In artikel 210 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 11 januari 2008, wordt de eerste paragraaf met twee nieuwe leden aangevuld, luidend als volgt :

“Alvorens enige tijdelijke aanwijzing voor te stellen met toepassing van de vorige leden, breidt de inrichtende macht de opdracht uit van de personeelsleden van de betrokken hogeschool die het hebben aangevraagd, overeenkomstig het eerste lid, en dit, in de volgende orde : eerst de vastbenoemde personeelsleden, daarna de voor onbepaalde duur tijdelijk aangewezen personeelsleden.

Deze opdrachtuitbreiding kan niet toegekend worden aan een personeelslid voor wie een tuchtstraf” steeds in zijn dossier aanwezig is.”.

**Art. 33.** Paragraaf 2 van artikel 210 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 11 januari 2008, wordt door de volgende bepaling vervangen :

“Wanneer de hogeschool een betrekking wenst te bekleden die vacant wordt na de bekendmaking van de oproep bedoeld bij artikel 207, is de procedure bedoeld bij de leden 1, 3 en 4 van paragraaf 1 van toepassing.

Deze aanwijzing kan in geen geval aanleiding geven tot een aanwijzing voor onbepaalde duur.

Indien een personeelslid aangewezen werd, met toepassing van het eerste lid gedurende een academiejaar als tijdelijke in hetzelfde ambt en dezelfde toe te kennen cursussen, wordt voor de bekleding van deze betrekking door de hogeschool gezorgd, vanaf het tweede academiejaar, met inachtneming van de artikelen 207 en 208.”.

**Art. 34.** In artikel 214 van hetzelfde decreet, wordt het derde lid vervangen door de volgende bepaling :

“Het beheersorgaan maakt daarna een met redenen omkleed voorstel aan de inrichtende macht.

De inrichtende macht neemt een met redenen omklede beslissing die aan de organen voor plaatselijk overleg van de hogeschool wordt meegedeeld.”.

**Art. 35.** In artikel 217, § 1, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 11 januari 2008 en aangevuld bij het decreet van 19 februari 2009, worden de woorden “of een uitbreiding van opdracht” respectief in lid 3 en lid 5 geschrapt.

**Art. 36.** In artikel 223 van hetzelfde decreet wordt het punt 2° vervangen door de volgende bepaling :

“2° de effectieve diensten verricht in vast verband in een hogeschool van een inrichtende macht van hetzelfde net, in een ambt met volledige prestaties, ten belope van drie jaar maximum, worden geteld per kalendermaand; indien ze geen volledige maand beslaan, komen ze niet in aanmerking.”.

*HOOFDSTUK VI. — Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)*

**Art. 37.** In artikel 2, § 1, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), wordt een punt 26° toegevoegd, luidend als volgt :

“26° organen voor plaatselijk overleg : de Ondernemingsraad, de Plaatselijke paritaire commissie (COPALOC – Commission paritaire locale), het Basisoverlegcomité (COCOBA – Comité de concertation de base). ”.

**Art. 38.** In artikel 104, § 1, van hetzelfde decreet wordt het vijfde lid vervangen door de volgende bepaling :

“Alvorens tot enige tijdelijke aanwijzing over te gaan, stelt de Regering de uitbreiding van de opdracht voor van de personeelsleden van de betrokken hogere kunstschool die het hebben aangevraagd met inachtneming van artikel 103, en dit, in de volgende orde : eerst de vastbenoemde personeelsleden, daarna de voor onbepaalde duur tijdelijk aangewezen personeelsleden.”.

**Art. 39.** In artikel 105 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 juni 2006 en aangevuld bij het decreet van 19 februari 2009, wordt de eerste paragraaf met twee nieuwe leden aangevuld, luidend als volgt :

“Alvorens enige tijdelijke aanwijzing voor te stellen met toepassing van de vorige leden, breidt de Regering de opdracht uit van de personeelsleden van de betrokken hogere kunstschool die het hebben aangevraagd, overeenkomstig artikel 103, en dit, in de volgende orde : eerst de vastbenoemde personeelsleden, daarna de voor onbepaalde duur tijdelijk aangewezen personeelsleden.

Deze opdrachtuitbreiding kan niet toegekend worden aan een personeelslid voor wie een tuchtstraf en/of een beoordelingsstaat met de vermelding “onvoldoende” steeds in zijn dossier aanwezig.”.

**Art. 40.** In artikel 105, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 juni 2006 en aangevuld bij het decreet van 19 februari 2009, wordt paragraaf 2 vervangen door de volgende bepaling :

“§ 2. Wanneer de hogere kunstschool een betrekking wenst te bekleden die vacant wordt na de bekendmaking van de oproep bedoeld bij de artikelen 100 en 101, is de procedure bedoeld bij de leden 1, 3 en 4 van paragraaf 1 van toepassing.

Deze aanwijzing kan in geen geval aanleiding geven tot een aanwijzing voor onbepaalde duur.

Indien een personeelslid aangewezen werd, met toepassing van het eerste lid gedurende een academiejaar als tijdelijke in hetzelfde ambt en dezelfde toe te kennen cursussen, wordt voor de bekleding van deze betrekking door de hogere kunstschool gezorgd, vanaf het tweede academiejaar, met inachtneming van de artikelen 100 en 102.”.

**Art. 41.** In artikel 111 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 februari 2009, worden de woorden “of een uitbreiding van opdracht” respectief in het derde lid en het vijfde lid geschrapt.

**Art. 42.** In artikel 128 van hetzelfde decreet worden de volgende leden toegevoegd :

“Ieder jaar, op 30 september en op 15 januari, stellen de academische overheden een rangschikking op van de personeelsleden, zenden ze aan de organen voor plaatselijk overleg over en delen ze aan de personeelsleden ofwel via een aanplakbord ofwel elektronische aanplakborden. Deze rangschikking wordt op basis van de dienstancienniteit in het ambt en de toe te kennen cursus opgesteld in de zin van artikel 163.

Het personeelslid beschikt over een termijn van vijf dagen vanaf de bekendmaking van de rangschikking om een beroep in te stellen tegen de rangschikking per aangetekende brief gericht aan de academische overheden van de hogere kunstschool. Deze laatste nemen een met redenen omklede beslissing waarvan kennis wordt gegeven binnen de drie werkdagen na de indiening van het beroep.”.

**Art. 43.** In artikel 230 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 juni 2006 en aangevuld bij het decreet van 19 februari 2009, wordt paragraaf 1 aangevuld met twee nieuwe leden, luidend als volgt :

“Alvorens enige tijdelijke aanwijzing voor te stellen met toepassing van de vorige leden, breidt de inrichtende macht de opdracht uit van de personeelsleden van de betrokken hogere kunstschool die het hebben aangevraagd, en dit, in de volgende orde : eerst de vastbenoemde personeelsleden, daarna de voor een onbepaalde duur tijdelijk aangewezen personeelsleden.

Deze opdrachtuitbreiding kan niet toegekend worden aan een personeelslid voor wie een tuchtstraf steeds in zijn dossier aanwezig zou zijn.”.

**Art. 44.** In artikel 230 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 juni 2006 en aangevuld bij het decreet van 19 februari 2009, wordt paragraaf 2 vervangen door de volgende bepaling :

“Wanneer de hogere kunstschool een betrekking wenst te bekleden die vacant wordt na de bekendmaking van de oproep bedoeld bij de artikelen 225 en 226, is de procedure bedoeld bij de leden 1, 3 en 4 van paragraaf 1 van toepassing.

Deze aanwijzing kan in geen geval aanleiding geven tot een aanwijzing voor onbepaalde duur.

Indien een personeelslid aangewezen werd, met toepassing van het eerste lid gedurende een academiejaar als tijdelijke in hetzelfde ambt en dezelfde toe te kennen cursussen, wordt voor de bekleding van deze betrekking door de hogere kunstschool gezorgd, vanaf het tweede academiejaar, met inachtneming van de artikelen 225 en 227.”.

**Art. 45.** In artikel 236, § 1, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 februari 2009, worden de woorden “of uitbreiding van opdracht” respectief in de leden 4 en 6 geschrapt.

**Art. 46.** In artikel 255 van hetzelfde decreet, worden de volgende leden toegevoegd :

“Ieder jaar, op 30 september en op 15 januari, stellen de academische overheden een rangschikking op van de personeelsleden, zenden ze aan de organen voor plaatselijk overleg over en delen ze aan de personeelsleden ofwel via een aanplakbord ofwel elektronische aanplakborden. Deze rangschikking wordt op basis van de dienstancienniteit in het ambt en de toe te kennen cursus opgesteld in de zin van artikel 278.

Het personeelslid beschikt over een termijn van vijf dagen vanaf de bekendmaking van de rangschikking om een beroep in te stellen tegen de rangschikking per aangetekende brief gericht aan de academische overheden van de hogere kunstschool. Deze laatste nemen een met redenen omklede beslissing waarvan kennis wordt gegeven binnen de drie werkdagen na de indiening van het beroep.”.

**Art. 47.** In artikel 360 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 juni 2006 en aangevuld bij het decreet van 19 februari 2009, wordt paragraaf 1 aangevuld met twee nieuwe leden, luidend als volgt :

“Alvorens enige tijdelijke aanwijzing voor te stellen met toepassing van de vorige leden, breidt de inrichtende macht de opdracht uit van de personeelsleden van de betrokken hogere kunstschool die het hebben aangevraagd, en dit, in de volgende orde : eerst de vastbenoemde personeelsleden, daarna de voor een onbepaalde duur tijdelijk aangewezen personeelsleden.

Deze opdrachtuitbreiding kan niet toegekend worden aan een personeelslid voor wie een tuchtstraf steeds in zijn dossier aanwezig zou zijn.”.

**Art. 48.** . In artikel 360 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 juni 2006 en aangevuld bij het decreet van 19 februari 2009, wordt paragraaf 2 vervangen door de volgende bepaling :

“Wanneer de hogere kunstschool een betrekking wenst te bekleden die vacant wordt na de bekendmaking van de oproep bedoeld bij de artikelen 355 en 356, is de procedure bedoeld bij de leden 1, 3 en 4 van paragraaf 1 van toepassing.

Deze aanwijzing kan in geen geval aanleiding geven tot een aanwijzing voor onbepaalde duur.

Indien een personeelslid aangewezen werd, met toepassing van het eerste lid gedurende een academiejaar als tijdelijke in hetzelfde ambt en dezelfde toe te kennen cursussen, wordt voor de bekleding van deze betrekking door de hogere kunstschool gezorgd, vanaf het tweede academiejaar, met inachtneming van de artikelen 355 en 357.”.

**Art. 49.** In artikel 366, § 1, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 februari 2009, worden de woorden “of uitbreiding van opdracht” respectief in de leden 3 en 6 geschrapt.

**Art. 50.** . In artikel 385 van hetzelfde decreet, worden de volgende leden toegevoegd :

“Ieder jaar, op 30 september en op 15 januari, stellen de academische overheden een rangschikking op van de personeelsleden, zenden ze aan de organen voor plaatselijk overleg over en delen ze aan de personeelsleden ofwel via een aanplakbord ofwel elektronische aanplakborden. Deze rangschikking wordt op basis van de dienstancienniteit in het ambt en de toe te kennen cursus opgesteld in de zin van artikel 410.

Het personeelslid beschikt over een termijn van vijf dagen vanaf de bekendmaking van de rangschikking om een beroep in te stellen tegen de rangschikking per aangetekende brief gericht aan de academische overheden van de hogere kunstschool. Deze laatste nemen een met redenen omklede beslissing waarvan kennis wordt gegeven binnen de drie werkdagen na de indiening van het beroep.”.

#### HOOFDSTUK VII. — *Bepaling houdende wijziging van het decreet van 17 juli 2002 houdende dringende wijzigingen inzake onderwijs*

**Art. 51.** Artikel 5 van het decreet van 17 juli 2002 houdende dringende wijzigingen inzake onderwijs, wordt door de volgende bepaling vervangen :

“Artikel 5. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op de categorieën van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van het gewoon en buitengewoon basis- en secundair onderwijs.

Het is van toepassing op de categorieën van het administratief personeel van de hogescholen en de hogere kunstscholen.”.

**HOOFDSTUK VIII.** — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap*

**Art. 52.** In artikel 190, § 1, van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

“Dit verslag wordt van een visum voorzien en gedagtekend door het lid van het werkliedenpersoneel waarop het staat en bij zijn persoonlijke dossier gevoegd.”;

2° er worden twee nieuwe leden toegevoegd, luidend als volgt :

“Indien het lid van het tijdelijke werkliedenpersoneel meent dat de inhoud van het verslag niet gegronde is, kan hij binnen de vijf werkdagen na de bij het tweede lid vermelde datum een schriftelijke klacht bij de directeur van de inrichting indienen, die er goed ontvangst van bericht en ze onmiddellijk aan de Raad van beroep overzendt. Deze geeft een met redenen omkleed advies binnen een maximumtermijn van één maand vanaf de datum van de ontvangst van de klacht.

De Regering neemt haar beslissing binnen één maand vanaf de ontvangst van het advies van de Raad van beroep. De oorspronkelijke beslissing wordt bevestigd of gewijzigd. In alle gevallen wordt deze beslissing met redenen omkleed.”.

**Art. 53.** In artikel 191 van hetzelfde decreet, wordt een nieuwe paragraaf toegevoegd, luidend als volgt :

“§ 6. Van de beslissing tot afdanking wordt aan het lid van het werkliedenpersoneel kennisgegeven. Het kan, binnen de tien werkdagen van de kennisgeving, een schriftelijke klacht bij aangetekende brief indienen bij de directeur indienen, die er goed ontvangst van bericht en ze onmiddellijk aan de Raad van beroep overzendt. Deze geeft een met redenen omkleed advies binnen een maximumtermijn van één maand vanaf de datum van de ontvangst van de klacht.

De Regering neemt haar beslissing binnen één maand vanaf de ontvangst van het advies van de Raad van beroep.”.

**Art. 54.** In artikel 192 van hetzelfde decreet, wordt een nieuwe paragraaf toegevoegd, luidend als volgt :

“Binnen de tien werkdagen van de kennisgeving bedoeld bij de derde paragraaf kan het lid van het werkliedenpersoneel een schriftelijke klacht bij aangetekende brief indienen bij de Raad van beroep indienen tegen de beslissing tot afdanking zonder vooropzegtermijn wegens zware fout

Het beroep schort de beslissing niet op.

Wordt de partij regelmatig opgeroepen en verschijnt ze, of haar vertegenwoordiger, niet, dan kan de Raad van beroep zich uitspreken.

De Raad van beroep geeft een met redenen omkleed advies binnen een termijn van één maand vanaf de datum van de ontvangst van het beroep. De Regering neemt een beslissing binnen de dertig dagen van de ontvangst van het advies van de Raad van beroep.”.

**HOOFDSTUK IX.** — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 2 juni 2006 tot vaststelling van de academische graden uitgereikt door de Hogescholen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd en tot vaststelling van de minimale uurregelingen*

**Art. 55.** In de eerste afdeling van hoofdstuk IV van het decreet van 2 juni 2006 tot vaststelling van de academische graden uitgereikt door de Hogescholen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd en tot vaststelling van de minimale uurregelingen, wordt “Onderafdeling XIII. — De specialisatie Pediatrie” vervangen door “Onderafdeling XIII. — De specialisatie Pediatrie en neonatologie”.

**Art. 56.** In artikel 54, van hetzelfde decreet, wordt het woord “Pediatrie” telkens vervangen door de woorden “Pediatrie en neonatologie”.

**Art. 57.** De bijlagen D-12, D-13, D-16, D-17 en D-21 van hetzelfde decreet worden vervangen door de bijlagen D-12, D-13, D-16, D-17 en D-21 gevoegd bij dit decreet.

**HOOFDSTUK X.** — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstuenscholen en Hogere Instituten voor architectuur*

**Art. 58.** In artikel 2, § 1, van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstuenscholen en Hogere Instituten voor architectuur, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 februari 2009, worden de volgende punten 21° en 22° toegevoegd :

“21° opdrachtuitbreiding : voor de ambten van rang 1, de procedure volgens welke de inrichtende macht de opdracht uitbreidt van een in vast benoemd of vast aangeworven personeelslid in hetzelfde ambt, ten belope van een maximum volledige opdracht, met inachtneming van artikel 31 van het decreet van 9 september 1996.

Voor de ambten van rang 2, de procedure volgens welke de inrichtende macht de opdracht definitief uitbreidt van een personeelslid in hetzelfde ambt, ten belope van een maximum volledige opdracht;

22° organen voor plaatselijk overleg : de Ondernemingsraad, de Plaatselijke paritaire commissie (COPALOC – Commission paritaire locale), het Basisoverlegcomité (COCOBA – Comité de concertation de base). ”.

**Art. 59.** In het vierde lid van artikel 5 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 februari 2009, worden de woorden “de aanvragen om uitbreiding van de opdracht uitgaande van leden van het vast benoemd of in vast verband aangeworven personeelsleden” tussen de woorden “die onder dezelfde inrichtende macht ressorteert” en het woord “alsook” ingevoegd.

**Art. 60.** In artikel 8 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij § 1 worden twee nieuwe leden ingevoegd tussen lid 2 en lid 3, luidend als volgt :

“Alvorens enige tijdelijke aanwijzing voor te stellen met toepassing van de vorige leden, breidt de inrichtende macht de opdracht uit van de vast benoemde personeelsleden van de betrokken inrichting die het hebben aangevraagd.

Deze opdrachtautbreiding kan niet toegekend worden aan een personeelslid voor wie een tuchtstraf steeds in zijn dossier aanwezig zou zijn.”.

2° bij § 2 wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling :

“Wanneer de inrichting een betrekking wenst te bekleden die vacant wordt na de bekendmaking van de oproep bedoeld bij artikel 6, is de procedure bedoeld bij de leden 1, 3 en 4 van paragraaf 1 van toepassing.”.

**Art. 61.** In artikel 9 van hetzelfde decreet, wordt het tweede lid aangevuld met :

“De met redenen omklede beslissing van de inrichtende macht wordt aan de organen voor plaatselijk overleg meegedeeld.”.

**Art. 62.** In het tweede lid van artikel 18 van hetzelfde decreet, worden de woorden “ Naar aanleiding van de oproep bedoeld in artikel 6, maakt de inrichtende macht een oproep bekend voor de reffecties en veranderingen van affectatie voor elke betrekking die nog toe te kennen is na toepassing van het eerste lid.” vervangen door de woorden “Naar aanleiding van de oproep bedoeld in artikel 6, maakt de inrichtende macht een oproep bekend voor de reffecties, opdrachtautbreidingen en veranderingen van affectatie voor elke betrekking die nog toe te kennen is na toepassing van het eerste lid.”.

**Art. 63.** In artikel 15 van hetzelfde decreet, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Ieder jaar, op 30 september en op 15 januari, stellen de academische overheden een rangschikking op van de personeelsleden, zenden ze aan de organen voor plaatselijk overleg over en delen ze aan de personeelsleden ofwel via een aanplakbord ofwel elektronische aanplakborden mee. Deze rangschikking wordt op basis van de dienstanciënmitieit in het ambt opgesteld in de zin van artikel 32, § 5.

Het personeelslid beschikt over een termijn van vijf dagen vanaf de bekendmaking van de rangschikking om een beroep in te stellen tegen de rangschikking per aangetekende brief gericht aan de academische overheden van de hogeschool. Deze laatste nemen een met redenen omklede beslissing waarvan kennis wordt gegeven binnen de drie werkdagen na de indiening van het beroep.”.

*HOOFDSTUK XI. — Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 18 juli 2008 tot vaststelling van de voorwaarden voor het behalen van de diploma's van bachelor-vroedvrouw en bachelor verpleegzorg, ter versterking van de studentenmobiliteit en houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs*

**Art. 64.** In hoofdstuk III van het decreet van 18 juli 2008 tot vaststelling van de voorwaarden voor het behalen van de diploma's van bachelor-vroedvrouw en bachelor verpleegzorg, ter versterking van de studentenmobiliteit en houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs, wordt het lid dat het opschrift “Afdeling 1. – Definitie” voorafgaat vervangen door hetgeen volgt :

“Dit hoofdstuk, dat de Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepsqualificaties gedeeltelijk omzet, is van toepassing op het hoger onderwijs in de hogescholen en op het hoger onderwijs voor sociale promotie.”.

**Art. 65.** In artikel 15, eerste lid, 2°, van hetzelfde decreet, worden de woorden “model 1” vervangen door de woorden “model II”.

**Art. 66.** Artikel 17 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de woorden “of, voor het hoger onderwijs voor sociale promotie, komt overeen met het pedagogische dossier van de afdeling.”.

**Art. 67.** Artikel 18 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de woorden “of zoals bepaald in artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 1997 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger (-verpleegster) in het onderwijs voor sociale promotie wordt toegekend.”.

**Art. 68.** In de eerste zin van artikel 19 van hetzelfde decreet, worden de woorden “of meesterassistenten” vervangen door de woorden “of docenten in het onderwijs voor sociale promotie.”.

**Art. 69.** Artikel 21 van hetzelfde decreet van 18 juli 2008 tot vaststelling van de voorwaarden voor het behalen van de diploma's van bachelor-vroedvrouw en bachelor verpleegzorg, ter versterking van de studentenmobiliteit en houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs, wordt door de volgende bepaling vervangen :

“Artikel 21. Om het diploma van bachelor verpleegzorg te behalen omvat het geheel van de opleiding activiteiten inzake inschakeling in het arbeidsproces, ingedeeld als volgt :

- ten minste 700 uren in medische en/of chirurgische en/of geriatrische diensten, met inbegrip van de gespecialiseerde en medisch-technische diensten;
- ten minste 420 uren naar keuze van de onderwijsinstelling;
- ten minste 280 uren naar keuze van de student en goedgekeurd door de onderwijsinrichting.”.

**Art. 70.** Artikel 22 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

“Artikel 22. Onder de 420 uren naar keuze van de onderwijsinstelling en de 280 uren naar keuze van de student en goedgekeurd door de onderwijsinrichting bedoeld bij artikel 21 presteren de studenten :

- ten minste 70 uren in structuren van geestelijke gezondheid en psychiatrie;
- ten minste 35 uren in structuren buiten de ziekenhuizen met inbegrip van thuiszorgverlening;
- ten minste 70 uren in structuren in ziekenhuizen of buiten ziekenhuizen voor bejaarden;
- ten minste 35 uren bij de moeder of de nieuwgeborene(n), gezond of ziek;
- ten minste 4 tot 8 uren nachtdiensten.”.

**Art. 71.** Artikel 26 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

“Artikel 26. Voor het behalen van het diploma van bachelor-vroedvrouw omvat de hele opleiding activiteiten inzake inschakeling in het arbeidsproces, ingedeeld als volgt :

- ten minste 210 uren in medische en/of chirurgische diensten;
- ten minste 70 uren in structuren van geestelijke gezondheid en psychiatrie;
- ten minste 150 uren in prenatal consultaties;
- ten minste 400 uren in bevallingszalen en geboortehuizen;
- ten minste 220 uren in het toezicht op en zorgverlening aan bevallen en nieuwgeboren;
- ten minste 100 uren in neonatale centra;
- ten minste 100 uren in het toezicht op en de zorgverlening aan hoogriscizwangerschappen;
- ten minste 250 uren naar keuze van de onderwijsinstelling;
- ten minste 280 uren naar keuze van de student en goedgekeurd door de onderwijsinrichting.”.

## TITEL II. — *Universitair onderwijs*

**HOOFDSTUK I.** — *Bepalingen houdende wijziging van het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de Rijksuniversiteiten*

**Art. 72.** In artikel 6 van het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de Rijksuniversiteiten, wordt het laatste lid vervangen door de volgende bepaling :

“Bovendien, besteden ze minstens de helft van hun tijd aan het uitvoeren van wetenschappelijk onderzoekswerk betreffende de voorbereiding van een doctoraatsthesis of, als ze houder zijn van een academische graad van doctor, dat bijdraagt tot hun postdoctorale wetenschappelijke vervolmaking.”.

**Art. 73.** In artikel 44, 2°, van hetzelfde koninklijke besluit wordt de regel “bevalling van de echtgenote” vervangen door de volgende regel :

“bevalling van de echtgenote of van de persoon met wie, op het ogenblik van de gebeurtenis, het personeelslid tien dagen als koppel leeft”.

**HOOFDSTUK II.** — *Bepaling houdende wijziging van het koninklijk besluit van 21 april 1965 houdende bezoldigingsregeling van het wetenschappelijk personeel van de Staat*

**Art. 74.** In artikel 3 van het koninklijk besluit van 21 april 1965 houdende bezoldigingsregeling van het wetenschappelijk personeel van de Staat, onder het opschrift “RANG A”, 2°, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° vóór de woorden “voor de houder van het diploma doctor in de geneeskunde”, wordt een lid luidend als volgt, ingevoegd :

“Vanaf 1 januari 2014 wordt de ontwikkeling van de schaal vervangen door :

- 1 jaarlijkse verhoging van 624,26 euro
- 1 jaarlijkse verhoging van 1.248,52 euro
- 1 driejaarlijkse verhoging van 958,71 euro
- 4 tweejaarlijkse verhogingen van 958,71 euro
- 6 tweejaarlijkse verhogingen van 1.293,05 euro.”;

2° het laatste lid wordt met de volgende zin aangevuld :

“Houders van een academische graad van master in de kinesitherapie en revalidatie in 60 studiepunten uitgereikt door een universiteit terwijl de academische graad die ermee overeenstemt in 120 studiepunten minstens niet uitgereikt kan worden, genieten ook deze schaal.”.

**HOOFDSTUK III.** — *Bepalingen houdende wijziging van het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van de hiérarchietabel van het bestuurs- en toegevoegd personeel, het administratief personeel, het hulppersoneel voor onderzoek, het beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap*

**Art. 75.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van de hiérarchietabel van het bestuurs- en toegevoegd personeel, het administratief personeel, het hulppersoneel voor onderzoek, het beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap, in de hiérarchietabellen, 1. Categorie van het bestuurspersoneel, tweede regel “Eerstaanwezend attaché”, punt a) wordt vervangen door :

“a) bevordering zonder examen”.

**Art. 76.** In artikel 1 van hetzelfde koninklijk besluit, in de hierarchietabellen, 2. Categorie van het administratief personeel, het hulppersoneel voor onderzoek, het beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, op regel 3, gespecialiseerd ambtenaar, worden de woorden “bevordering met examen” vervangen door de woorden “bevordering zonder examen”.

**HOOFDSTUK IV.** — *Bepaling houdende wijziging van het koninklijk besluit van 5 november 1971 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling voor het bestuurs- en toegevoegd personeel, het administratief personeel, het hulppersoneel voor onderzoek, het beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap*

**Art. 77.** In artikel 13 van het koninklijk besluit van 5 november 1971 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling voor het bestuurs- en toegevoegd personeel, het administratief personeel, het hulppersoneel voor onderzoek, het beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap, wordt een nieuw lid toegevoegd, luidend als volgt :

"Komen tevens in aanmerking voor de toegekennung van de tussentijdse verhogingen, de diensten verricht in de privésector voor een maximale duur van zes jaar of buiten werkingstoelage wanneer ze een beroepservaring bewijzen die nuttig is voor het ambt."

**HOOFDSTUK V.** — *Bepaling houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 2003 tot vaststelling van de weddeschalen van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de universiteiten en de universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap (bij decreet van 13 december 2012 goedgekeurd)*

**Art. 78.** In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 2003 tot vaststelling van de weddeschalen van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de universiteiten en de universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap (bij decreet van 13 december 2012 goedgekeurd), zoals gewijzigd, bij punt 1. Categorie van het bestuurs- en toegevoegd personeel, wordt de regel "attaché na vier jaar" geschrapt.

**HOOFDSTUK VI.** — *Bepaling houdende wijziging van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten*

**Art. 79.** In artikel 54, 2°, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, worden de woorden "van minstens 120 studiepunten" geschrapt.

### TITEL III. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

**HOOFDSTUK I.** — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde gesubsidieerde onderwijs*

**Art. 80.** In artikel 7 van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde gesubsidieerde onderwijs, wordt paragraaf 1 vervangen door de volgende bepaling :

"§ 1. Het Agentschap beschikt over een uitvoerende cel belast met het implementeren van de beslissingen van het beheerscomité en het bureau. Deze uitvoerende cel wordt onder de leiding geplaatst van een ambtenaar van rang 12 minstens en is samengesteld uit minstens drie ambtenaren van niveau 1 en twee ambtenaren van niveau 2.

Deze ambtenaren zijn :

1° ofwel personeelsleden van de diensten van de Franse Gemeenschap;

2° ofwel leden gedetacheerd voor een minimumperiode van twee jaar van het personeel van de instellingen voor hoger onderwijs overeenkomstig het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerde onderwijs;

3° ofwel, in afwijking van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de riksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, leden van het contractueel personeel, aangeworven ten laste van de werkingsdotatie van het Agentschap en die niet imperatief aan één van de voorwaarden voldoen opgenomen in artikel 2, § 1, tweede lid, 1° tot 4°, van het koninklijk besluit.

De leidend ambtenaar en de ambtenaren bedoeld bij het tweede lid, 1° en 2°, worden door de Regering aangesteld.

De Regering vaardigt bij het bureau, op de met redenen en documenten omklede voordracht van de directeur van de uitvoerende cel, de aanwerving af van de ambtenaren bedoeld bij het tweede lid, 3°.

Onder voorbehoud van de nodige aanpassingen bepaald door de Regering, is het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren bedoeld bij het tweede lid, 1° en 2°, van toepassing op de ambtenaren bedoeld bij het tweede lid, 3°".

**Art. 81.** In artikel 22 van hetzelfde decreet, wordt het tweede lid door de volgende bepaling vervangen :

"Deze dotatie aan het Agentschap heeft tot doel voor de kosten zorgen van de uitgaven inzake externe evaluatie alsook de aanwerving van het personeel bedoeld bij artikel 7, § 1, tweede lid, 3°".

**Art. 82.** In artikel 23 van hetzelfde decreet, wordt het tweede lid vervangen door de volgende bepaling :

"Het personeel van de uitvoerende cel dat onder artikel 7, § 1, tweede lid, 1° en 2° ressorteert en de werkingskosten van het Agentschap met inbegrip van de kosten bedoeld bij het eerste lid vallen ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap.

Het personeel van de uitvoerende cel dat onder artikel 7, § 1, tweede lid, 3° ressorteert, valt ten laste van de jaarlijkse dotatie van het Agentschap opgenomen in artikel 22."

**HOOFDSTUK II.** — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies*

**Art. 83.** In artikel 11, 9°, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, worden de woorden "van de Franse Gemeenschap" geschrapt.

**Art. 84.** In artikel 15 van hetzelfde decreet, wordt een punt 30°bis, ingevoegd, luidend als volgt :

"30° bis alternerend hoger onderwijs : onderwijs waarin het verwerven van de competenties die noodzakelijk zijn voor het verkrijgen van een diploma uitgereikt door een instelling voor hoger onderwijs gedeeltelijk via een stage in een onderneming gedeeltelijk binnen genoemde instelling plaatsvindt;".

**Art. 85.** In artikel 76, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt een punt luidend als volgt, toegevoegd :

"4° het verwerven van competenties in een onderneming in het kader van het alternerend onderwijs.".

**Art. 86.** In artikel 103 van hetzelfde decreet, wordt een nieuw lid toegevoegd, luidend als volgt :

“Iedere student die zich inschrijft voor één van de cursussen ingericht in het kader van het alternerend hoger onderwijs zal enkel als regelmatig beschouwd worden als hij met een onderneming en de instelling voor hoger onderwijs een overeenkomst voor alternerend onderwijs heeft gesloten.”.

**Art. 87.** Artikel 107 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

“Mits inachtneming van de voorwaarden bepaald door de Regering, kunnen de instellingen die studies inrichten die onder het gebied van de muziek ressorteren, studenten verwelkomen die niet aan de toegangsvoorwaarden voldoen bedoeld bij het eerste lid, voor zover deze studenten in een inrichting voor leerplichtonderwijs ingeschreven zijn, ze voor de toegangsproef geslaagd zijn en er een overeenkomst werd gesloten tussen de betrokken inrichtingen.

De Regering kan de aanvullende toegangsvoorwaarden bepalen voor de studenten bedoeld bij het vorige lid.

De Regering bepaalt de minimuminhoud van deze overeenkomst, het maximaal aantal studiepunten die door de student gevuld kunnen worden, de mogelijkheden inzake lesvrijstelling in iedere van de betrokken inrichtingen en de nadere regels voor het inaanmerkingnemen van de student voor de financiering.”.

**Art. 88.** In bijlage II van hetzelfde decreet, in de tabel van de *Haute Ecole de la Province de Liège*, worden de regels toegevoegd :

Lang	19	Technisch	Afdeling “Master in Productiebeheer” – Finaliteit “Productie”	62
Lang	9	Economisch	Afdeling “Beheer van de algemene diensten”	62

**Art. 89.** In bijlage II van hetzelfde decreet, in de tabel van de *Haute Ecole Robert Schuman*, wordt de regel toegevoegd :

Lang	19	Technisch	Afdeling “Beheer van een werf gespecialiseerd in duurzaam bouwen”	84
------	----	-----------	---	----

**Art. 90.** In bijlage II van hetzelfde decreet, in de tabel van de *Haute Ecole Louvain en Hainaut*, worden de regels toegevoegd :

Lang	19	Technisch	Afdeling “Master in Productiebeheer” – Finaliteit “Productie”	53
Lang	9	Technisch	Afdeling “Analytische engineering” – Finaliteit Biochemie	53

### HOOFDSTUK III. — *Bepaling houdende wijziging van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut*

**Art. 91.** In artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, worden de woorden “-Académie de Recherche et d’Enseignement supérieur (ARES) ingevoegd voóór de woorden “-Agence des appels aux services de secours”.”.

### TITEL IV. — *Ophettings- en slotbepalingen*

**Art. 92.** Opgeheven worden de artikelen 23, 24, 27 tot 29 van het decreet van 18 juli 2008 tot vaststelling van de voorwaarden voor het behalen van de diploma’s van bachelor-vroedvrouw en bachelor verpleegzorg, ter versterking van de studentenmobiliteit en houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs.

**Art. 93.** Artikel 1 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2011. De artikelen 55 tot 57 hebben uitwerking met ingang van 15 september 2013. De artikelen 69 tot 71 treden in werking op 14 september 2014. Artikel 74, 2° heeft uitwerking met ingang van 1 september 2012. Artikel 79 heeft uitwerking vanaf het academiejaar 2012-2013. Artikel 80 treedt in werking op 1 juli 2014. De artikelen 83 tot 90 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2014.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 april 2014.

De Minister-president van de Regering van de Franse Gemeenschap,  
R. DEMOITE

De Vicepresident en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
A. ANTOINE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-M. SCHYNS

—  
Nota

(1) *Zitting 2013-2014*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 639 – 1. — Commissieamendementen, nr. 639-2. — Verslag, nr. 639 – 3.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 10 april 2014.